

# Conférence du désarmement

1<sup>er</sup> juin 2011  
Français

---

## Compte rendu définitif de la mille deux cent vingt-septième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mercredi 1<sup>er</sup> juin 2011, à 10 h 15

*Présidente:* M<sup>me</sup> Alicia Victoria Arango Olmos.....(Colombie)

GE.12-60077 (F) 050514 020614



\* 1 2 6 0 0 7 7 \*

Merci de recycler



**La Présidente** (*parle en espagnol*): Bonjour à tous. Je voudrais tout d'abord vous dire que tout le monde n'est pas présent, et je sais que beaucoup ont des engagements dans les travaux sur les droits de l'homme et dans le cadre de l'Organisation internationale du Travail. Toutefois, nous devons commencer dès à présent, car notre Secrétaire général, M. Tokayev, doit assister à une réunion très importante à 10 h 30, et il doit aussi impérativement être présent ici au moins pour le début de la présidence. Je déclare ouverte la 1227<sup>e</sup> séance de la Conférence du désarmement.

Qu'il me soit tout d'abord permis de dire que c'est pour ma délégation et pour mon pays un honneur d'accéder à la présidence de la Conférence du désarmement. Soyez assurés que je ferai preuve d'un engagement sans faille en toute responsabilité, et que je m'acquitterai de mon mandat et de mes fonctions dans une totale transparence.

Nous souhaitons que la présidence colombienne se distingue par son efficacité, son ouverture, sa fluidité et un respect scrupuleux du Règlement intérieur de la Conférence.

En deuxième lieu, je voudrais saluer les efforts considérables accomplis par mes prédécesseurs à la présidence pour relancer cette instance. Les débats sur les points de l'ordre du jour engagés par les présidences canadienne, chilienne et chinoise ont été très intéressants et ont permis aux pays de réaffirmer leurs points de vue sur les questions dont nous sommes saisis.

Malheureusement, nous n'avons accompli aucun progrès significatif. Malgré cela, la présidence colombienne entend poursuivre les efforts accomplis jusqu'à ce jour, préserver les résultats obtenus et s'en inspirer.

Comme je l'ai indiqué dans ma déclaration de la semaine dernière, la Conférence du désarmement a attiré sur elle l'attention de la communauté internationale, qui s'intéresse de très près à son évolution et à sa capacité à sortir de l'ornière. Les messages que nous recevons des différentes parties, à savoir que leur patience est épuisée, que le statu quo est impossible et que des mesures de substitution doivent être prises, constituent autant de signaux d'alerte. Le monde a changé, et il n'est plus possible de tolérer l'absence de résultats.

Pourtant, nous savons que, même sur ce point, les membres de la Conférence ne sont pas d'accord. Les avis divergent quant à la situation de la Conférence et aux décisions qu'il conviendrait de prendre en la matière.

Nous attachons la plus haute importance à la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, et nous souhaiterions qu'elle soit dynamique et qu'elle s'acquitte de son mandat.

Cependant, la Conférence du désarmement n'est qu'une partie du dispositif du désarmement et, comme tout composant qui cesse de fonctionner, elle doit être réparée ou modifiée de façon à permettre aux rouages de tourner à nouveau. Notre objectif ultime, notre raison d'être, doivent être plus importants à nos yeux que le mécanisme. Nous devons garder à l'esprit le fait que nous avons assumé la responsabilité du désarmement dans le but de renforcer la sécurité internationale et la sécurité de nos concitoyens.

C'est pourquoi nous souhaitons, au cours de la présidence colombienne, nous attacher à promouvoir un dialogue franc et constructif concernant la situation actuelle de la Conférence du désarmement et l'action à entreprendre pour la renforcer.

La première tâche qui nous incombe est de promouvoir le débat sur le programme de travail, question dont la présidence souhaite faire le thème de notre séance plénière d'aujourd'hui, sans oublier, bien entendu, que chaque État est en droit d'aborder le sujet de son choix au titre du paragraphe 30 du Règlement intérieur.

S'agissant du programme de travail, il est évident que l'absence d'accord persiste en 2011 et que nous ne sommes pas parvenus à sortir de l'impasse.

J'aimerais stimuler le débat en partageant avec vous quelques réflexions inspirées par la première série de consultations que nous avons menées au cours des semaines écoulées. Ce sont des idées qui ont déjà été évoquées par les présidents précédents dans leurs analyses pleines de sagesse et par les délégations dans leurs déclarations.

En premier lieu, j'aimerais évoquer brièvement le débat sur la question de savoir si tel ou tel point de l'ordre du jour est mûr ou non pour la discussion. Il ne fait aucun doute que les États membres ne sont pas du même avis sur la maturité éventuelle de tel ou tel point de l'ordre du jour pour la négociation. Ces divergences se retrouvent dans les mandats que les États membres souhaitent mettre en avant dans le programme de travail de la Conférence.

Il est vrai que plusieurs membres de la communauté internationale ont appelé à l'ouverture de négociations sur un traité visant à interdire la production de matières fissiles.

Pourtant, même en ce qui concerne ce traité, nos débats de ces dernières semaines ont montré que des différences importantes subsistaient, en particulier sur la question des stocks, qui font surgir aux yeux de certains États des paradoxes concernant le degré de maturité d'un point de l'ordre du jour pour la négociation, ou plutôt l'ampleur des désaccords à ce sujet. Nos débats de cette année ont également montré que pour certains États, les questions relatives à la prévention d'une course aux armements dans l'espace ou à des garanties de sécurité négatives avaient atteint un niveau de préparation et de consensus comparable à celui de la question des matières fissiles.

Je voudrais évoquer certaines questions qui ont déjà été soulevées, mais qui n'ont pas encore été examinées, en particulier la capacité de la Conférence et des délégations à négocier sur plus d'une question à la fois, ou l'idée selon laquelle la prochaine étape logique pourrait être d'avancer simultanément sur plusieurs points de l'ordre du jour.

En deuxième lieu, je voudrais parler de la volonté politique, expression qui sous-entend souplesse et créativité.

C'est la question de la volonté politique des États membres qui nous empêche de parvenir à des accords solides et à un programme de travail. Le problème ne réside pas dans le libellé des mandats, mais dans la faiblesse de nos engagements.

Plusieurs approches ont été proposées. Depuis treize ans, nous nous employons à jouer sur les mots, en nous appuyant sur des dizaines de documents de référence, dans le but de trouver un consensus, mais en vain. La dernière solution en date a été le libellé proposé par le Chili dans son document informel. Toutefois, ce libellé, qui restait général et aurait pu satisfaire les intérêts divergents des délégations, n'a pu être accepté.

L'idée d'un programme de travail simplifié ne contenant pas de mandat et fonctionnant sous la forme d'un simple calendrier, conformément au Règlement intérieur de la Conférence, n'a pas non plus trouvé grâce à nos yeux.

Aucune de ces approches n'a convenu, car, je le répète, ce ne sont pas les mots qui posent problème. Nous estimons que la Conférence ne pourra effectivement sortir de l'ornière que si une volonté politique claire et solide se manifeste.

Pour cette raison, nous devons éviter de préjuger de quelque négociation ou discussion que ce soit concernant l'un quelconque des points de l'ordre du jour. Il est vrai – et il fallait s'y attendre – que les considérations de sécurité nationale influent sur les positions des États et sur la dynamique de la Conférence. Ces considérations sont compréhensibles, mais elles ne sauraient justifier le blocage de la Conférence du désarmement. La meilleure façon de promouvoir la sécurité nationale est de promouvoir la sécurité internationale et la confiance mutuelle.

En troisième lieu, enfin, nous aimerions évoquer le problème de la méthode que nous avons employée jusqu'à présent pour adopter le programme de travail.

S'agissant du programme de travail, on s'en est toujours remis au hasard et à la compétence de chaque Président, qui ne dispose que de quatre semaines pour se mettre en quête d'un improbable consensus. Dès lors qu'il se heurte à un désaccord, le Président est limité dans sa capacité à faire des propositions.

C'est ainsi que nous nous retrouvons dans des situations extrêmes où le Président refuse de soumettre des documents à la Conférence, devant la futilité de l'exercice. Non contents de nous abstenir de négocier sur les mandats auxquels nous nous sommes engagés, nous n'osons même plus engager de discussions sur ces engagements ou sur nos divergences de vues pour en définir les contours et savoir où nous en sommes.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, nous avons, tout au long de la session de 2011, souligné que si le Président peut faciliter le travail de la Conférence, il ne peut endosser à lui seul une responsabilité qui incombe à l'ensemble de ses membres. Nous en sommes conscients, et nous endossons la responsabilité qui incombe à la présidence.

Nous croyons que chacun doit se poser la question, afin que nous puissions parvenir à un consensus cette année. De notre point de vue, le programme de travail doit être abordé de façon globale et franche, sur la base de propositions spécifiques.

C'est pourquoi nous invitons tous les pays à promouvoir et proposer des textes, que ce soit individuellement, collectivement ou dans le cadre de leurs groupes régionaux. Nous les encourageons à faire preuve de dynamisme et de créativité. Une proposition soumise par un groupe de pays suscitera un appui politique en faveur des textes que la présidence devra soumettre à la Conférence et elle nous permettra de nous réunir en séance plénière. Cette procédure, qui est conforme au Règlement intérieur, a déjà été utilisée par la Conférence du désarmement.

La présidence ne renonce pas pour autant à la recherche d'un programme de travail. Bien au contraire, nous poursuivrons nos consultations et nos efforts pour atteindre cet objectif.

Nous espérons que les idées et les pistes de réflexion que nous vous soumettons aujourd'hui seront utiles au débat prévu pour aujourd'hui, et qu'elles nous permettront de trouver des approches et des formules nouvelles qui aplaniront le terrain en vue de l'adoption d'un programme de travail complet, équilibré et réaliste.

Pour en venir à la liste des orateurs d'aujourd'hui et des délégations qui souhaitent prendre la parole, je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Brésil.

**M. de Macedo Soares** (Brésil) (*parle en espagnol*): Madame la Présidente, le début de votre mandat à la présidence de la Conférence du désarmement est pour nous tous, et plus particulièrement pour la délégation brésilienne, un moment important. Nous vivons un moment particulier de l'histoire de cette instance, dont l'existence remonte à trente ans. Au cours de cette période, nous avons rencontré et surmonté de nombreuses difficultés.

Cependant, et peut-être pour la première fois, plusieurs États membres ont commencé à remettre en question l'existence même de la Conférence du désarmement. Ce n'est pas tant l'institution elle-même qui nous inquiète que la base politique de la démarche multilatérale du désarmement, particulièrement du désarmement nucléaire. Je reviendrai sur ce point tout à l'heure.

Pour l'instant, je voudrais dire combien ma délégation est heureuse de voir l'Ambassadrice et Représentante permanente de notre pays frère, la Colombie, prendre la tête de la Conférence du désarmement. Vos observations liminaires nous ont déjà montré le ton et l'énergie avec lesquels vous vous apprêtez à diriger nos travaux. Je crois que le moment est particulièrement bien choisi pour rappeler aux délégations qu'une éminente Colombienne, María Emma Mejía, a occupé le poste de Secrétaire générale de l'Union des nations sud-américaines, à Quito, en Équateur.

En 2009, peu de temps après sa création, l'Union des nations sud-américaines a créé le Conseil de défense sud-américain, dans le but de renforcer la place de l'Amérique du Sud en tant que zone de paix. En mai 2008, le Centre d'études stratégiques et de défense Manuel Belgrano a été ouvert à Buenos Aires. Ces initiatives montrent que les pays d'Amérique du Sud sont déterminés à mieux défendre le continent sud-américain et à renforcer leur participation aux opérations de maintien de la paix dans le cadre des Nations Unies, consolidant ainsi la confiance entre les États membres de l'Union des nations sud-américaines. Qui plus est, tous ces États font partie d'une zone exempte d'armes nucléaires.

*(L'orateur poursuit en anglais.)*

Permettez-moi d'adresser quelques mots de bienvenue à M. Tokayev, notre nouveau Secrétaire général. En 1994, il s'est rendu au Brésil en tant qu'Émissaire spécial du Kazakhstan. Depuis, les relations entre nos deux pays se sont bien développées, en grande partie sous l'action de M. Tokayev. Je suis convaincu qu'il aura une influence bénéfique sur la Conférence du désarmement. Je voudrais également rendre hommage à l'Ambassadeur Wang Qun, de la Chine, pour les efforts remarquables qu'il a accomplis au cours de sa présidence.

La toute première résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa dix-septième séance plénière, le 24 janvier 1946, était consacrée au désarmement. Nous le savons tous, car nous en parlons fréquemment pour illustrer l'importance de la question et souligner que les États membres en ont fait une priorité dès la création de l'Organisation. Le titre de la résolution 1 (I) est le suivant: «Création d'une commission chargée d'étudier les problèmes soulevés par la découverte de l'énergie atomique». Cette commission a été chargée de faire des propositions spécifiques, entre autres, pour «éliminer, des armements nationaux, les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives».

L'intitulé de la Commission, fruit, semble-t-il, de négociations prudentes, a montré l'étendue des difficultés rencontrées pour situer dans le temps et dans les faits l'origine des «problèmes» qu'elle était censée résoudre. La «découverte de l'énergie atomique» était, sur un plan historique, plus neutre que la fabrication, l'expérimentation ou l'utilisation effective de la bombe.

À cette époque, seul un pays possédait la bombe atomique, ce qui explique pourquoi il était si difficile de faire remonter les «problèmes» à un point de départ précis sans les lier à un pays spécifique.

La prolifération a commencé peu de temps après, et elle s'est poursuivie pendant les six décennies qui ont suivi. Le fait que l'existence des «problèmes» et la nécessité d'«éliminer» les armes atomiques ont été reconnues dès le début de l'Organisation des Nations Unies conserve toute son importance.

Depuis cette époque, un certain nombre de pays se sont dotés de l'arme nucléaire, tous pour des raisons différentes, mais avec pour dénominateur commun de chercher à améliorer leur sécurité et de s'assurer une suprématie.

Au vu de la précocité de la prise de conscience du caractère inacceptable des armes nucléaires, il est toujours utile de rappeler que le premier possesseur de l'arme nucléaire et les quatre possesseurs qui l'ont suivi n'ont pas plus de légitimité à les posséder que les États qui ont emprunté la même voie par la suite. Aucune arme nucléaire n'est légitime. En revanche, les attentes de la communauté internationale de voir les États possesseurs d'armes nucléaires respecter leurs engagements en matière de désarmement nucléaire sont, quant à elles, légitimes, un objectif qu'ils ont accepté de poursuivre, que ce soit sur la base du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ou à travers des déclarations politiques et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, la plus importante d'entre elles étant

le document final adopté par l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement. En outre, la Cour internationale de Justice a très clairement indiqué qu'il existait une obligation de mener de bonne foi et de conclure des négociations devant conduire à un désarmement nucléaire sous tous ses aspects sous un contrôle international strict et efficace.

Après deux tiers de siècle, la communauté internationale n'a pas atteint l'objectif fixé par la résolution de l'Assemblée générale. Tout ce que nous pouvons faire ici, comme j'essaie de le faire en ce moment, c'est éviter d'avoir à célébrer le sinistre centenaire de l'arme nucléaire, qui approche à grands pas, en compagnie des armes nucléaires. Cet objectif ne sera pas réalisé de mon vivant, mais j'aimerais épargner à mes enfants et petits-enfants de devoir assister à cette triste commémoration.

Nous ne pouvons ignorer les efforts qui ont été faits au cours de ces dernières années. Les deux principaux détenteurs d'armes nucléaires ont conclu des traités sur la réduction de leurs arsenaux. Aussi importants que soient ces traités, ils ne sont qu'un exercice d'équilibrage bilatéral de deux forces destructrices. Des réductions unilatérales ont également été opérées, et ce sont autant de bonnes nouvelles. Il n'est cependant pas très réconfortant de célébrer des mesures qui, aussi positives soient-elles, conservent à quelques États la puissance de détruire la planète.

Dans le contexte multilatéral mondial, la principale avancée demeure le Traité sur la non-prolifération, bien que son article consacré au désarmement, outre qu'il manque du minimum de précision requis, notamment en matière de calendrier, n'ait pas été mis en œuvre. Pour améliorer les perspectives du désarmement nucléaire, une stratégie d'asphyxie a été conçue dans le but d'éviter une nouvelle multiplication des arsenaux, voire de faciliter d'éventuelles réductions.

Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui n'est pas encore entré en vigueur, est la meilleure illustration de cette stratégie. La prochaine étape dans la même direction serait de conclure un traité d'interdiction des matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. En effet, beaucoup s'accordent à penser que la conclusion d'un tel traité est possible, les grandes puissances nucléaires semblant bien disposées à engager ces négociations. Cela ne signifie pas nécessairement que la question des matières fissiles soit la question la plus urgente dans le domaine du désarmement. Pour le Brésil comme pour de nombreux autres États, la mise en place de garanties juridiquement contraignantes visant à prévenir l'emploi ou la menace des armes nucléaires contre les États non dotés de telles armes serait une mesure qui aurait une signification plus immédiate dans l'optique d'un démantèlement des armes nucléaires. Je rappellerai également les appels incessants lancés par le Groupe des 21 en faveur d'un traité d'interdiction des armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive.

Le principal obstacle à la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles réside dans la portée qu'il faudrait attribuer à un tel document. Doit-il se limiter à interdire la production de matières fissiles ou doit-il englober des dispositions relatives aux matières fissiles produites avant son entrée en vigueur? La première de ces options reviendrait à figer la situation présente et ne produirait aucun dynamisme en faveur d'un désarmement. Elle n'imposerait aucune obligation nouvelle aux États non dotés d'armes nucléaires, lesquels sont, à l'image du Brésil, déjà liés par le Traité de non-prolifération. Pour les États dotés d'armes nucléaires, un traité limité à une interdiction de la production restreindrait incontestablement l'élargissement de leurs stocks, mais il n'induirait pas nécessairement de mesure de limitation des armements nucléaires, sans parler de leur réduction et encore moins de leur élimination.

Pour présenter une utilité, un tel traité ne devra pas uniquement réglementer la production. Il devra aussi couvrir les matières fissiles qui existaient avant son entrée en vigueur.

On dit souvent que le mandat contenu dans le document CD/1299 de 1995, connu sous le nom de mandat Shannon, n'exclut pas la possibilité de donner une portée plus large aux négociations. Le document CD/1864 du 29 mai 2009, qui renferme un programme de travail approuvé à l'unanimité à l'époque, se limitait à une référence au mandat Shannon concernant les matières fissiles.

Ce programme de travail n'ayant pu être exécuté, deux autres tentatives ont été faites. Le Bélarus a fait des propositions dans le document CD/WP.599, et le Brésil dans le document CD/1889. Le Brésil a essayé d'apporter davantage de clarté à l'examen de la question des matières fissiles préexistantes au moment de l'entrée en vigueur du traité.

Il a été dit que le mandat Shannon n'excluait pas nécessairement la question des stocks. Nul ne peut cependant nier que la résistance de certains États membres ne serait-ce qu'à une mention générale des stocks préexistants peut être perçue comme le signe avant-coureur du refus de traiter cette question dans le cadre des négociations.

Un mandat n'est pas un modèle de traité, mais il doit donner une idée du terrain. À cet égard, certains États estiment qu'il est nécessaire de se faire une idée aussi précise que possible de la portée qui sera donnée au traité avant d'engager les négociations. Le traité devra sans aucun doute, en particulier, renfermer des définitions et mettre en place un système de vérification, mais puisque la portée du traité ne peut être définie avec une certitude absolue, le mandat devra tout de même fournir une indication à ce sujet.

Les choses sont bien différentes lorsqu'il s'agit de bloquer une décision concernant l'ouverture de négociations sur la base de perceptions de la sécurité, d'autant plus lorsque les États non dotés d'armes nucléaires appuient massivement l'ouverture de ces négociations et que l'objection vient d'un État qui possède des armes nucléaires. Cela revient à s'opposer systématiquement à toute négociation sur quelque question de désarmement que ce soit. Un État membre qui a librement adhéré à la Conférence du désarmement, dont l'objectif est de négocier des instruments juridiques de désarmement et de maîtrise des armements, ne peut invoquer sa sécurité pour bloquer une négociation que la grande majorité des États membres, voire leur totalité, jugent appropriée. Je voudrais insister sur ce point. Tout État a le devoir d'assurer la sécurité de ses citoyens, mais cette sécurité ne peut reposer sur des armes de destruction massive.

Il est grand temps de comprendre que les préoccupations relatives à la sécurité nationale ne sont pas le seul apanage des États dotés d'armes nucléaires. Cela sous-entendrait en effet que les armes nucléaires sont nécessaires à la sécurité d'un État. En fait, certains États, se rangeant aux côtés des États dotés d'armes nucléaires, acceptent objectivement cette position en se plaçant sous la protection des arsenaux nucléaires de ces États.

En résumé, les négociations sur un traité visant à interdire la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires doivent commencer promptement sur la base d'un mandat comportant un minimum de clarté concernant la portée de l'instrument envisagé.

Le travail que la Conférence du désarmement doit entreprendre sur le traité relatif aux matières fissiles est avant tout politique. Il fera bien évidemment appel à un abondant savoir-faire technique, mais ne croyons pas pour autant que les problèmes seront résolus lors de réunions techniques. Dans ce sens, une négociation sur les matières fissiles s'apparente à bien d'autres processus analogues, dans lesquels un élément technique est indispensable pour appuyer des décisions politiques. Cette situation n'a rien d'inhabituel pour les diplomates.

Les questions concernant les définitions et la vérification, entre autres, sont particulièrement complexes et les solutions sont multiples. Permettez-moi de rappeler qu'une négociation diplomatique politique n'est pas une expérience scientifique, et que nos assertions, qui, certes, devraient de préférence être techniquement fondées et reposer sur un raisonnement solide, découlent avant tout des intérêts et des buts des États que nous représentons.

Illustration du fait qu'un mandat de négociation peut être à la fois général et flexible, l'année dernière, le Brésil a proposé le document CD/1888, qui présente les grandes lignes d'une structure pour élaborer un traité sur les matières fissiles. Cette initiative témoigne de l'engagement et de l'ouverture du Brésil en la matière.

Si nous parvenons à ouvrir des négociations sur un instrument véritablement complet sur les matières fissiles, nous progresserons de façon concrète et importante dans la direction du désarmement. L'instrument sera bien plus qu'une mesure de confiance ou qu'une initiative politique. La condition essentielle est que cette négociation englobe la question dans son intégralité. Il est par ailleurs primordial que tous les États dotés d'armes nucléaires prennent part aux négociations. Toutefois, il nous faut admettre que le résultat ne soit pas nécessairement la panacée, c'est-à-dire un texte fermé à toute évolution ultérieure.

La Conférence du désarmement, qui a un mandat de négociation, est le cadre approprié pour la tenue de ces négociations. Un processus parallèle ne peut garantir la participation de tous les États requise pour un instrument de désarmement nucléaire. Pour nous, un geste de bonne volonté politique de la part d'États ayant les mêmes dispositions d'esprit n'est pas suffisant. Nous ne pouvons nous contenter de ce qui a été qualifié de «multilatéralisme aristocratique».

Une négociation longue et complexe nécessitera, entre autres, une structure institutionnelle, le concours d'un secrétariat technique nécessairement impartial et des délégations motivées. Elle ne pourra être menée par un groupe de personnes bien intentionnées ayant les mêmes avis se réunissant en marge de l'Assemblée générale ou d'autres organes, sauf si la véritable intention est de mener un semblant de négociation dépourvu de contenu sur le fond.

Comme je l'ai dit, vous prenez la direction de cette instance à un moment particulièrement crucial.

À la fin du mois de juillet, l'Assemblée générale tiendra une réunion consacrée à la Conférence du désarmement. Il y aura un débat, et on ne peut l'exclure, je suppose, une ou plusieurs résolutions seront adoptées.

Depuis la réunion de haut niveau qui s'est tenue à New York en septembre dernier, nous avons entendu de nombreuses interventions au sujet de la situation de la Conférence du désarmement et de son avenir. Il est difficile de dégager de ces interventions une tendance à ce sujet. Les positions oscillent entre un appui sans faille à la poursuite des efforts dans le cadre de cette instance et la recherche d'une autre voie institutionnelle. De ce côté-là du spectre, beaucoup prônent la convocation d'une quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement. D'autres préfèrent rechercher des solutions ponctuelles aussi spontanées que nébuleuses.

Je n'ai pas l'intention de me lancer ici dans cette discussion, mais il est important d'indiquer clairement que notre objectif reste un désarmement véritable et un monde exempt d'armes nucléaires. Cet objectif ne tombera pas du ciel; seuls des traités complets négociés de façon véritablement multilatérale et dans un cadre institutionnel solide permettront de l'atteindre.



Quelques jours à peine après la réunion de l'Assemblée générale, les cinq États dotés d'armes nucléaires tels que désignés par le TNP doivent se réunir. Il faut espérer que l'Assemblée générale enverra un message clair à ces cinq États afin de les aider à parvenir à des résultats tangibles au cours de cette réunion, notamment en ce qui concerne le respect de leurs engagements au titre du TNP.

Auparavant, sous la présidence colombienne, il est important que la Conférence du désarmement examine ces événements et leurs résultats possibles ou souhaitables. Ces discussions, de même que la question de l'adoption d'un programme de travail, devraient mobiliser notre attention au cours des semaines à venir sous votre présidence éclairée.

Il n'est nul besoin d'accroître les désillusions de l'opinion publique mondiale et le désintérêt de la jeunesse, lequel est clairement illustré par le peu d'intérêt que la société civile porte actuellement au désarmement nucléaire par rapport aux grands mouvements d'opinion de ces dernières décennies, et par la grande attention portée à d'autres questions telles que les changements climatiques et la réglementation de la finance mondiale. Nous ne pouvons nous permettre de saper les structures politiques établies pour canaliser le processus politique de désarmement. Si ses résultats ne nous satisfont pas, nous devons nous rappeler que c'est à nous qu'il appartient de tout faire pour obtenir des résultats.

Il est toujours plus difficile de construire que de détruire.

**M. Manfredi** (Italie) (*parle en anglais*): Madame la Présidente, puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, permettez-moi, au nom de ma délégation, de vous adresser mes chaleureuses félicitations et de vous assurer que nous vous appuierons autant que faire se peut dans l'accomplissement de votre tâche.

Vous le savez, conformément aux décisions de la Conférence du désarmement qui figurent dans le document CD/1907, j'ai présidé, les 17 et 18 mai 2011, en tant que Coordonnateur, deux séances officielles consacrées aux points 1 et 2 de l'ordre du jour, sur le thème général d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Avec votre permission, et conformément au document CD/1907, je voudrais aujourd'hui vous rendre compte oralement et sous ma propre responsabilité des résultats de ces discussions officielles.

À la lumière des précédentes discussions consacrées à la question des matières fissiles et pour éviter les répétitions inutiles et placer le débat sous l'angle des faits afin qu'il soit aussi utile que possible, les discussions se sont concentrées sur deux aspects spécifiques d'un traité sur les matières fissiles, à savoir sa structure et ses définitions.

Le 13 mai 2011, pour faciliter le débat et permettre aux délégations de mieux préparer leurs interventions, je leur ai soumis par écrit certaines propositions concernant la façon dont les deux séances pourraient se dérouler et leur ai communiqué la liste des principaux documents de la Conférence susceptibles de servir de documentation de fond.

J'ai toutefois souligné que le Règlement intérieur autorisait les délégations à aborder toute question pertinente. La séance du 17 mai a principalement été consacrée à la question de la structure d'un traité, et celle du 18 mai aux définitions. Plusieurs délégations ont en outre fait des déclarations générales concernant les objectifs et le rôle d'un tel traité dans le contexte général du désarmement nucléaire.

La présence d'experts venus des capitales a nourri le débat et permis, lors des deux séances, d'examiner dans le détail certains des aspects juridiques et techniques d'un traité.

Au cours des deux séances, il a été largement question du rapport et du mandat Shannon (document CD/1299 du 24 mars 1995), dont la validité aujourd'hui n'a pas été remise en question. Il a été réaffirmé, en particulier, que le traité devait être non discriminatoire, multilatéral et effectivement et internationalement vérifiable.

S'agissant de la structure d'un traité sur les matières fissiles, diverses solutions possibles ont été passées en revue, de même que leurs avantages et inconvénients respectifs. D'une façon générale, les traités internationaux peuvent être classés en deux grandes catégories: les traités ne comportant qu'un seul texte, à l'image de la Convention sur les armes chimiques, et les traités comportant un texte principal accompagné de protocoles, annexes ou additifs. Dans le dernier cas, le texte principal et les textes qui l'accompagnent peuvent être négociés soit en parallèle et être dotés d'un mécanisme d'entrée en vigueur unique (c'est le cas du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires), soit de façon séparée et comporter des dispositions différentes concernant leur entrée en vigueur (ce qui est le cas de la Convention sur certaines armes classiques).

Il a également souvent été question d'une proposition brésilienne, contenue dans le document CD/1888 du 14 juin 2010, visant à élaborer un traité-cadre comportant des dispositions relatives à la portée de l'instrument, des définitions et des conclusions, assorti de deux protocoles. Un protocole concernerait l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, et l'autre réglementerait les matières fissiles existantes. Les deux protocoles renfermeraient en outre les dispositions pertinentes et appropriées en matière de vérification. Une structure de ce type permettrait de recourir à une approche progressive consistant, dans un premier temps, à faciliter les négociations sur les éléments les moins controversés, puis, dans un deuxième temps, à aborder les points les plus délicats. Toutefois, une solution de cette nature pourrait aussi poser deux problèmes. En premier lieu, en repoussant la négociation des questions les plus controversées, on risquerait de devoir faire face à une situation de blocage insurmontable sur un des deux protocoles, voire les deux. En deuxième lieu, une telle approche pourrait aboutir à l'élaboration d'un traité particulièrement faible, notamment si l'adhésion aux deux protocoles n'est pas obligatoire.

La plupart des délégations ont estimé qu'il ne serait pas judicieux de calquer le traité sur le modèle de la Convention sur les armes biologiques ou sur celui de la Convention sur certaines armes classiques. Le traité serait dépourvu de certaines dispositions dans le cas où il reprendrait le modèle de la Convention sur les armes biologiques, et s'il reprenait le modèle de la Convention sur les armes classiques, qui est un instrument-cadre assorti de protocoles additionnels négociés ultérieurement, le produit final risquerait d'être sans consistance si aucun accord n'était trouvé sur les protocoles.

La solution reposant sur le TNP a également été évoquée. Elle consisterait à élaborer un texte principal concis, le système de vérification étant adopté ultérieurement, à l'image du système de garanties généralisées et des protocoles additionnels de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Cependant, beaucoup de délégations ont prévenu qu'il n'était pas garanti que l'on parvienne ensuite à un accord sur les vérifications et la mise en œuvre, et qu'un échec en la matière nuirait à la crédibilité et à l'efficacité du traité.

Il a été estimé que le modèle de la Convention sur les armes chimiques (texte très détaillé contenant aussi les annexes requises concernant les substances, la vérification et les autres questions techniques) présentait l'avantage d'une entrée en vigueur dans son intégralité, mais laissait entrevoir des négociations laborieuses et compliquées.

Au cours des discussions, la proposition visant à ce que le traité ne soit assorti d'aucune date d'expiration n'a rencontré aucune objection.

Au cours du débat, une grande attention a été portée aux dispositions relatives à l'entrée en vigueur, considérées comme essentielles à l'efficacité du traité. La plupart des délégations ont néanmoins estimé que le précédent du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires était vicié. Beaucoup de délégations ont estimé qu'il fallait trouver une nouvelle solution associant l'ensemble des États dotés de l'arme nucléaire et des États possesseurs d'armes nucléaires dès le début des négociations, tout en évitant, toutefois,

d'adopter des dispositions qui donneraient à un pays ou à un petit groupe de pays la possibilité de bloquer l'entrée en vigueur du traité. D'autres délégations considéraient au contraire que la seule présence des cinq États dotés d'armes nucléaires était suffisante pour engager les négociations.

En ce qui concerne les définitions, la portée du traité est apparue comme l'un de ses principaux traits caractéristiques. Comme toutes les délégations l'ont clairement indiqué, le principal objectif d'un traité est d'interdire la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires tout en sauvegardant le droit d'utiliser ces matières à des fins pacifiques. Les définitions devront par conséquent prendre cette exigence en compte. Certaines délégations ont souligné que les définitions ne devaient pas être trop restrictives et trop rigides, afin de pouvoir intégrer les évolutions technologiques à venir. Elles ne devront toutefois pas non plus être trop larges, afin de pouvoir prendre en compte les matières dont l'utilisation à des fins militaires est hautement improbable, mais dont l'inclusion dans le traité porterait le coût des vérifications pertinentes à un niveau inacceptable. Les délégations ont par ailleurs estimé qu'il était souhaitable que le traité renferme des dispositions visant à simplifier la modification des définitions en fonction des avancées technologiques.

Lors des discussions consacrées aux définitions, certaines délégations ont réclamé une étude minutieuse de la nécessité d'inclure les éléments transuraniens tels que l'américium et le neptunium, dont il apparaît de plus en plus clairement qu'ils pourraient être utilisés à des fins militaires.

S'agissant des dispositions relatives aux définitions, plusieurs délégations ont souligné qu'il fallait spécifier les utilisations autorisées des matières fissiles, afin d'éviter que le traité n'empiète sur le droit inaliénable des États d'exploiter les ressources nucléaires à des fins civiles et aussi à des fins militaires qui, à l'image de la propulsion nucléaire, ne sont pas directement liées à la fabrication d'ogives et d'autres armes.

Considérant que le principal objectif d'un traité sur les matières fissiles sera d'interdire la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, il est inévitable, comme la plupart des délégations l'ont souligné, que les négociations portent aussi sur les matières fissiles préexistantes au moment de l'entrée en vigueur du traité. Durant les deux journées de débat informel, il est clairement apparu que la question des stocks préexistants de matières fissiles demeurait la plus controversée.

Le débat a mis en lumière l'avis largement partagé selon lequel la mise en œuvre de mécanismes de vérification, voire éventuellement leur définition, pouvait être confiée à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), moyennant un renforcement approprié des ressources humaines et financières de l'Agence. Plusieurs délégations ont aussi souligné la nécessité de faire aussi porter les vérifications sur les usines de production de matières fissiles. Plus généralement, il faudra prêter de plus en plus attention à l'efficacité des dispositions relatives à la vérification, afin de ne pas entacher la crédibilité de l'ensemble du traité. À cette fin, et aussi pour évaluer la faisabilité globale du traité, il conviendra de se pencher sur l'efficacité d'ensemble du traité en procédant à une analyse des coûts et des avantages.

Compte tenu des exigences qui précèdent, les délégations ont estimé, pour la plupart, que les définitions et la vérification devaient, autant que possible, s'inspirer de l'article XX de la Charte de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou des principes d'«utilisation directe» inscrits dans la Charte, ainsi que du système des garanties généralisées. Il faudrait procéder à certains ajustements pour prendre en compte les spécificités d'un tel traité.

Il va sans dire que les deux séances officielles consacrées au traité sur les matières fissiles ne reposaient sur aucun mandat de négociation et qu'on n'en attendait aucune conclusion rapide et définitive. Cependant, les discussions ont donné à voir les préférences des délégations concernant les différentes questions, préférences qui pourraient faciliter les futures négociations.

**La Présidente** (*parle en espagnol*): Je remercie l'Ambassadeur d'Italie de sa déclaration. Je crois que nous devrions tous saisir cette occasion de réfléchir à ce qu'il a dit concernant les séances qui se sont déroulées, lesquelles montrent que nous sommes toujours incapables de progresser vers un accord sur des questions qui sont pourtant si sensibles dans le monde d'aujourd'hui. Je crois que cet exercice a été des plus utiles, même si notre séance d'aujourd'hui vise à réfléchir plus spécifiquement aux moyens de sortir la Conférence du désarmement de l'impasse. Je donne maintenant la parole à M. Zamir Akram, Ambassadeur du Pakistan.

**M. Akram** (Pakistan) (*parle en anglais*): Madame la Présidente, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement. Nous espérons que votre direction éclairée nous permettra d'avoir une session productive et fructueuse. Soyez assurée de l'appui et de la coopération indéfectibles de ma délégation dans l'accomplissement de votre mandat. Je saisis également cette occasion pour faire part d'emblée à mon estimé collègue l'Ambassadeur du Brésil de toute mon admiration et de ma reconnaissance pour la nouvelle déclaration brillante qu'il vient, une fois de plus, de nous livrer. Certes, nous sommes en désaccord avec certains points de sa déclaration, mais j'espère que la déclaration que je m'appête à faire aujourd'hui donnera une idée, sinon complète, du moins partielle, de notre position concernant les questions qu'il a abordées.

Madame la Présidente, dans votre déclaration liminaire de ce matin, vous avez souligné que nous devons faire porter notre attention sur l'évolution ou l'élaboration d'un programme de travail et nous attacher à formuler des propositions concrètes à cette fin. J'espère que la déclaration que je m'appête à faire va précisément dans cette direction, même si l'objet de notre intervention est de commenter un article récemment publié par le Secrétaire général de l'ONU sous le titre: «Désarmement dysfonctionnel». Nous avons le sentiment que cet article arrive à point nommé et qu'il illustre à la fois l'importance prioritaire que le Secrétaire général attache à la Conférence du désarmement et à son ordre du jour et son engagement personnel au service de cette importante cause.

Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général pour dire, en substance, que la Conférence du désarmement n'a fait aucun progrès de fond en quinze ans. Cette vérité semble échapper à certaines délégations, qui cherchent à donner l'impression que l'incapacité de la Conférence à engager des négociations ne date que de deux ans à peine. Il est pour le moins surprenant que les pays aujourd'hui les plus prompts à dénoncer le blocage actuel en aient été eux-mêmes responsables ou aient fait preuve d'un étonnant silence depuis dix ans, et n'aient retrouvé leur voix qu'aujourd'hui pour qualifier cette impasse d'inacceptable.

Le Secrétaire général a également mis en évidence la situation actuelle de la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, et il a estimé que la Conférence devait tout faire pour sortir de l'ornière au lieu de se limiter à gérer les affaires courantes.

Il est en effet particulièrement regrettable que la Conférence n'ait pas été en mesure de concrétiser la vision qui avait conduit à sa création lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. S'agissant de sa raison d'être par excellence, à savoir le désarmement nucléaire, force est de constater que la Conférence est restée complètement paralysée au cours des trente-deux années qui nous séparent de sa création.

Il est donc grand temps de regarder la réalité en face et de reconnaître les raisons pour lesquelles la Conférence du désarmement est devenue «dysfonctionnelle», selon le terme employé par le Secrétaire général.

À cet égard, je voudrais souligner les réalités suivantes, qui sont fondamentales.

Premièrement, la Conférence ne fonctionne pas dans le vide. Ses travaux et ses résultats dépendent des réalités politiques du moment.

Deuxièmement, les progrès des négociations de la Conférence dépendent de la façon dont sont prises en compte les préoccupations de sécurité de l'ensemble de ses États membres. Aucun traité ne pourra être négocié ici s'il est contraire aux intérêts de sécurité d'un des États membres. C'est pour garantir cela que la règle du consensus a été introduite dans le Règlement intérieur de la Conférence.

Troisièmement, il serait erroné d'imputer directement l'absence de progrès de la Conférence audit Règlement intérieur, et plus particulièrement à la règle du consensus. La Conférence est en effet parvenue à négocier des instruments aussi essentiels que la Convention sur les armes chimiques et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sur la base du même Règlement intérieur. D'un autre côté, aujourd'hui, tous les membres n'étant pas prêts, nous ne faisons aucun progrès sur le désarmement nucléaire, les garanties de sécurité négatives, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Ce qui empêche la Conférence du désarmement de progresser n'a donc rien à voir avec son Règlement intérieur.

Quatrièmement, l'histoire de la Conférence du désarmement démontre clairement que seuls sont négociés les accords qui ne compromettent pas les intérêts de sécurité des États, notamment des grandes puissances. La Convention sur les armes biologiques et la Convention sur les armes chimiques n'ont été négociées que lorsque la possession d'un grand nombre d'armes nucléaires a rendu les armes biologiques et les armes chimiques superflues et inutiles aux grandes puissances. De même, les grandes puissances n'ont été disposées à négocier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires qu'après avoir mené un nombre d'essais nucléaires suffisamment important pour pouvoir se passer de nouveaux essais. Cela vaut aussi pour le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Aujourd'hui, les mêmes grandes puissances, qui ont constitué des stocks colossaux d'armes nucléaires et de matières fissiles, notamment d'uranium fortement enrichi et de plutonium de qualité militaire facilement convertibles en ogives nucléaires, sont prêtes à conclure un traité qui n'interdira que la production à venir de matières fissiles, puisqu'elles n'en ont plus besoin. Cette façon de faire ne leur coûte rien, puisque leur sécurité ne sera ni compromise ni menacée. C'est pourquoi un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles ne serait d'aucun coût pour les grandes puissances, comme ce fut déjà le cas de la Convention sur les armes biologiques, de la Convention sur les armes chimiques et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Au cours de ces deux dernières années, le Pakistan a clairement expliqué pourquoi il n'était pas en mesure d'accepter la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement. Ces raisons méritent d'être répétées aujourd'hui. Elles ont pour origine les politiques discriminatoires que mènent certaines grandes puissances en matière de coopération nucléaire, lesquelles ont pour effet d'accentuer les asymétries des stocks de matières fissiles dans notre région, au détriment des intérêts de sécurité du Pakistan. Il est important de souligner que le Pakistan n'a pas créé cette situation. Permettez-moi de le répéter: il est important de souligner que le Pakistan n'a pas créé cette situation. Nous avons été contraints d'adopter cette position face à l'attitude sélective et discriminatoire adoptée par certains États en violation de leurs propres engagements nationaux et internationaux, au nom du profit et des concepts partiels de confinement et d'équilibre entre les puissances.

En conséquence, le régime international de non-prolifération a été sacrifié sur l'autel de la puissance et du profit. Les membres du Groupe des fournisseurs nucléaires ont renoncé à leur droit de s'opposer à ce mouvement, réduisant ainsi à néant le TNP, l'AIEA et le Groupe des fournisseurs nucléaires lui-même. Ne jouons donc pas les moralisateurs en prétendant protéger la Conférence et promouvoir le désarmement.

Il vous souvient que, le 28 février 2011, le représentant d'une grande puissance a déclaré que cette puissance était disposée à tenter d'«accommoder les intérêts nationaux légitimes» des États. Jusqu'à présent, rien de tel n'a été fait pour répondre à nos préoccupations. Contrairement à ces paroles encourageantes, nous n'avons assisté qu'à une campagne orchestrée par un média occidental manifestement partial et aux ordres visant à présenter sous des traits totalement exagérés, irréalistes et infondés les capacités et les moyens stratégiques du Pakistan.

Nous savons aussi que certaines puissances spéculent sur le recours à de prétendus «moyens de pression» sur nous pour nous contraindre à accepter de négocier un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. En toute humilité, je les invite à se remémorer les résultats des sanctions prises contre le Pakistan avant et après les essais nucléaires, en 1998. La leçon est simple: aucun prix n'est trop élevé pour garantir notre sécurité.

Le Pakistan a toujours fait très clairement et honnêtement état de ses préoccupations. Nous n'avons rien à cacher sur ce point. Le Gouvernement pakistanais a très clairement fait savoir au plus haut niveau qu'il ne laisserait personne menacer sa force de dissuasion crédible. Nul ne doit attendre d'un pays qu'il accepte des compromis sur ses intérêts de sécurité les plus fondamentaux au nom d'un instrument qui ne requiert aucun sacrifice de la part des autres pays.

Pour que la Conférence du désarmement progresse à nouveau dans ses travaux, nous devons distinguer la réalité de la fiction. Nous devons reconnaître la réalité et travailler à bâtir un consensus en tenant compte des intérêts de sécurité légitimes de tous les États. Pour le Pakistan, cette démarche passe par la négociation d'un traité sur les matières fissiles qui prenne en compte non seulement la production future, mais aussi la réduction des stocks existants. C'est seulement lorsque le problème de l'asymétrie des stocks aura été traité par des réductions de ces stocks que le jeu sera ouvert. Nous préconisons par conséquent un traité sur les matières fissiles plus qu'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, car un tel traité sera un véritable instrument de désarmement et non pas simplement une mesure de quasi-non-prolifération.

Le Pakistan demeure par ailleurs disposé à négocier des traités sur les autres questions centrales inscrites à l'ordre du jour de la Conférence, à savoir le désarmement nucléaire, les garanties de sécurité négatives et la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

En effet, nous sommes convaincus que la question des garanties de sécurité négatives est particulièrement mûre pour la négociation, car la conclusion d'un tel instrument ne compromettrait les intérêts stratégiques d'aucun pays. Dans la réalité, aucun État doté d'armes nucléaires n'envisagerait de recourir à l'arme nucléaire contre un État non doté de telles armes. Même la menace d'un tel recours est moralement répréhensible.

Tout en considérant l'article du Secrétaire général, la Conférence du désarmement se rappellera également la contribution fondamentale qu'il a apportée avec son communiqué d'octobre 2008, intitulé «Les Nations Unies et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires». Dans ce communiqué, le Secrétaire général a développé une proposition en cinq points pour une feuille de route vers un désarmement nucléaire. Le Secrétaire général exhorte dans un premier temps toutes les parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en particulier les États dotés d'armes nucléaires, à remplir les obligations qui leur incombent en vertu du Traité et à ouvrir des négociations sur des mesures efficaces

menant au désarmement nucléaire. S'agissant du processus qui pourrait permettre de parvenir à un tel résultat, le Secrétaire général suggère que les puissances nucléaires s'engagent activement avec d'autres États sur cette question à la Conférence du désarmement à Genève, qu'il reconnaît comme l'instance multilatérale unique au monde pour les négociations sur le désarmement.

Dans un deuxième temps, le Secrétaire général appelle les membres permanents du Conseil de sécurité à garantir sans ambiguïté aux États non dotés d'armes nucléaires qu'ils n'utiliseront pas et ne menaceront d'utiliser des armes nucléaires contre eux.

Or, ce à quoi nous assistons à la Conférence du désarmement n'est autre qu'une tentative de ne retenir que certains des éléments de la feuille de route définie par le Secrétaire général. Une telle approche «à la carte» du désarmement est sans doute acceptable pour certains pays, mais elle est inacceptable pour d'autres.

Dans son article, le Secrétaire général nous a en outre rappelé que le fait d'appartenir à la Conférence du désarmement était un privilège, privilège qui, de toute évidence, exigeait un sens des responsabilités et, comme l'a souligné le Secrétaire général dans son communiqué d'octobre 2008, les États dotés d'armes nucléaires devaient respecter leur obligation d'engager des négociations sur des mesures effectives devant conduire à un désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement. Or, malheureusement, l'histoire montre que certaines grandes puissances nucléaires se sont toujours opposées, en dépit d'une rhétorique moralisatrice, à l'ouverture de négociations sur un désarmement nucléaire et aussi sur des garanties de sécurité négatives à la Conférence du désarmement, ce qui enlève toute raison d'être à leurs privilèges et à leurs responsabilités.

Avant de conclure, j'aimerais formuler une mise en garde dans le contexte des propositions faites par certains de nos collègues, lesquelles risquent de compromettre l'efficacité et le rôle central de la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance mondiale de négociation dans le domaine du désarmement.

Permettez-moi d'affirmer très clairement que le Pakistan ne participera à aucune négociation sur un traité sur les matières fissiles en dehors du cadre de la Conférence du désarmement et que pour nous, même dans l'hypothèse improbable où de telles négociations produiraient un résultat, ce résultat sera mort-né et n'aura aucun effet sur nous.

En deuxième lieu, l'idée d'une réduction du financement alloué à la Conférence du désarmement nous semble radicale et irréaliste. Si l'on s'en tient à cette logique, plusieurs organisations internationales aujourd'hui paralysées devraient être fermées également. Faut-il que nous appliquions ce principe, par exemple, à l'Organisation mondiale du commerce, ou même au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies qui est, depuis plusieurs décennies, incapable de faire appliquer ses décisions sur les grands enjeux mondiaux?

**M. Montalvo** (Équateur) (*parle en espagnol*): Nous tenons tout d'abord à exprimer notre gratitude à l'Ambassadeur de Chine et à sa délégation pour les efforts qu'ils ont accomplis dans le but de faire progresser la Conférence du désarmement. La tâche n'était pas facile, compte tenu du blocage qui paralyse notre instance depuis des années.

Dans le même temps, nous tenons à vous souhaiter une chaleureuse bienvenue, Madame Arango, alors que vous accédez à la présidence et vous apprêtez à affronter les mêmes difficultés. Nous sommes enchantés de voir une femme et, qui plus est, une collègue du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, conduire nos travaux. Nous vous adressons nos félicitations les plus chaleureuses et vous assurons de l'entière coopération de la délégation équatorienne, et notre brève intervention de ce matin vise essentiellement à appuyer votre proposition et vos méthodes de travail. Permettez-moi, ce faisant, de vous rappeler la déclaration liminaire prononcée par l'Équateur lors de son accession à la présidence de la Conférence, en 2001.

Il y a dix ans, à la place que vous occupez aujourd'hui, mon pays formait le vœu que la Conférence, paralysée depuis 1998, puisse enfin sortir de l'ornière. Nous n'aurions pas imaginé un seul instant que le blocage perdurerait encore pendant tant d'années. À l'époque, nous vous avons rappelé que l'Équateur avait adhéré à cette instance multilatérale pour participer aux négociations sur la non-prolifération, la limitation des armements et un désarmement général et complet. Nous avons attendu seize longues années en tant qu'État observateur pour atteindre notre objectif et adhérer enfin à cette noble instance. À l'image de tous les nouveaux membres, nous étions remplis d'espoir, d'illusions et d'une foi aveugle dans ses objectifs. Treize années plus tard, nous attendons toujours, et à l'instar de beaucoup de pays représentés ici, nous sommes déçus.

Nous avons attendu si longtemps et avec un tel enthousiasme de pouvoir adhérer à cette instance, qui a sombré dans la léthargie une fois que nous y avons adhéré. D'une certaine façon, nous sommes devenus les complices impuissants d'une situation négative, décourageante et stérile qui, comme nous l'a rappelé l'Ambassadeur du Brésil il y a un instant, en a poussé certains à s'interroger sur l'existence de la Conférence elle-même. Cette situation négative nuit aux intérêts les plus nobles de l'humanité et à la préservation de la paix et de la coexistence pacifique sous toutes ses formes.

Cependant, pour notre délégation, le plus regrettable et le plus décevant est que depuis notre adhésion à la Conférence du désarmement, nous n'avons été les témoins d'aucune négociation dans cette instance. Comme l'a également déclaré l'Ambassadeur Macedo, il est plus difficile de construire que de détruire.

Comme à l'époque du Sénat romain, nous avons entendu de beaux discours et d'excellents orateurs, et nous avons pris connaissance d'idées et de propositions enrichissantes et novatrices. Cependant, la différence entre la Conférence du désarmement et le Sénat romain réside dans le fait que les sénateurs abordaient les problèmes, assumaient leurs responsabilités et prenaient les décisions en s'appuyant sur le sens commun et sur un jugement sain. Ils ne dépendaient jamais d'un règlement intérieur et n'avaient pas de problèmes linguistiques, comme vous l'avez évoqué dans votre intervention, Madame la Présidente. Ces règles étant ce qu'elles sont, elles qui visent à faciliter nos travaux, ne peuvent, en elles-mêmes, représenter de question de nature ou de fond au point de compromettre la raison d'être et la nature de la Conférence. C'est pourquoi, comme l'a fort justement souligné l'Ambassadeur du Pakistan il y a quelques instants, on a tort d'imputer l'absence de progrès à la Conférence du désarmement au Règlement intérieur, car cela n'est qu'une excuse. Les véritables raisons de ce problème sont ailleurs.

C'est pourquoi, en tant que membres de la Conférence, nous avons le sentiment de ne pas être à la hauteur du mandat que nous ont confié nos peuples et nos sociétés, lesquels, s'ils pouvaient assister à nos séances, seraient certainement incrédules et exaspérés devant la paralysie qui nous bloque, devant le statu quo que vous avez dépeint, Madame la Présidente, et qui deviennent chaque jour un peu plus difficiles à soutenir et à justifier. C'est peut-être pour cette même raison que nous n'autorisons pas nos peuples à être présents ici, alors même, fait étrange, qu'ils sont encouragés à participer à d'autres instances multilatérales.

Pourtant, Madame la Présidente, alors que l'espoir est éternel et que nous sommes encore animés de la vision idéaliste d'un nouveau membre, nous espérons que vous réussirez votre mandat, que la Conférence du désarmement saluera votre accession à la présidence par le début d'un travail de fond et qu'un programme de travail de fond sera adopté pour instaurer la paix et la sécurité, comme vous l'avez souligné dans votre déclaration. Comme je l'ai dit tout à l'heure, vous pouvez compter sur le plein appui de notre délégation et sur notre soutien dans les efforts que vous entreprendrez pour promouvoir un dialogue ouvert et alimenter les propositions importantes et solides dont vous avez parlé, ainsi que dans la méthode de travail et le rôle de la présidence. Nous acceptons avec joie votre invitation, car nous croyons que la Conférence du désarmement doit être renforcée, revitalisée et entièrement vouée à ses objectifs et à sa raison d'être,



qu'elle doit s'adjoindre une société civile dûment représentée, et que les États observateurs doivent siéger non plus en tant qu'observateurs, mais comme membres à part entière, dotés de l'ensemble des privilèges et des responsabilités dont j'ai parlé tout à l'heure.

**M. Wang Qun** (Chine) (*parle en chinois*): Madame la Présidente, la délégation chinoise tient à vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement. Nous espérons que, sous votre direction éclairée, la Conférence sera en mesure de progresser. Aujourd'hui, elle traverse une phase critique de son histoire. Il est encourageant de constater que, depuis le début de cette année, elle retrouve un certain dynamisme; toutes les délégations ont fait part de leur volonté politique de sortir de l'impasse dès que possible et déployé dans cette enceinte des efforts à cette fin. La Chine a pris note de votre intention de poursuivre, dans le cadre de votre mandat, les efforts incessants déployés pour guider les délégations vers l'adoption d'un programme de travail et engager un travail de fond à la Conférence, ce dont nous vous sommes reconnaissants.

Au cours de sa récente présidence, la Chine a exprimé un certain nombre de points de vue concernant le programme de travail, que nous n'allons pas répéter aujourd'hui. Nous croyons que, si tous les États travaillent ensemble en s'attachant à bâtir la confiance, renforcer le climat de confiance politique réciproque, faire preuve de sagesse politique et adopter la bonne manière de penser et de travailler, la Conférence pourra progresser.

La Chine est disposée à coopérer activement avec vous et à entretenir une coopération étroite avec les autres collègues, dans un effort commun destiné à promouvoir le travail de la Conférence.

**M. Jazaïry** (Algérie) (*parle en arabe*): Madame la Présidente, permettez-moi tout d'abord d'exprimer notre profonde gratitude à l'Ambassadeur de Chine pour les efforts considérables qu'il a accomplis au cours de son mandat de président de la Conférence. Je tiens également à vous faire part de l'immense bonheur que nous éprouvons à vous voir accéder aux responsabilités suprêmes dans la conduite de nos travaux. Vous êtes la première femme à présider cette instance depuis le début de l'année, et c'est peut-être de bon augure pour nous. À cet égard, je rappelle l'importante déclaration faite par la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté lors de la séance du 8 mars 2011 de la Conférence, déclaration qui était porteuse d'un puissant message de soutien dans notre direction; la Ligue doit avoir une bonne opinion de nous. Soyez assurée, Madame la Présidente, de l'appui de ma délégation. Nous exhortons toutes les délégations à vous entourer et à vous accorder toute l'assistance dont vous avez besoin.

J'ai demandé à prendre la parole aujourd'hui pour aborder la question du programme de travail, à la lumière de la proposition que vous nous avez faite. Aujourd'hui, la Conférence est à la croisée des chemins, et j'ajouterai même qu'elle est dans le brouillard, l'impasse actuelle étant une réelle source de préoccupation.

La communauté internationale a des difficultés à comprendre pourquoi nous faisons du surplace depuis quinze ans, alors que les problèmes auxquels nous devons faire face grandissent jour après jour. La situation de la Conférence est unique; les autres mécanismes de désarmement des Nations Unies ne sont pas aux prises avec les mêmes obstacles. Si la Conférence fait l'objet de toutes les attentions, c'est en raison de son importance aux yeux de la communauté internationale. Si nous voulons que la Conférence demeure l'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, nous devons logiquement intensifier nos efforts et donner à cette instance la possibilité de préserver son rôle essentiel. C'est pour cette raison qu'il importe de parvenir à un consensus sur un projet de programme de travail susceptible de permettre à la Conférence de s'acquitter de son mandat. Bien entendu, ce programme de travail ne constitue pas une fin en soi, mais uniquement un instrument consensuel qui nous permettra de commencer à travailler à la conclusion d'instruments internationaux intégrant le principe de la sécurité collective non diminuée pour tous les États.

Le travail de la Conférence s'articule autour de questions politiques qui sont particulièrement sensibles, parce qu'elles concernent la sécurité des États; l'absence de consensus sur les questions que nous connaissons tous s'explique principalement par l'absence de consensus sur l'ordre des priorités dans le contexte des stratégies et des équilibres de sécurité aux niveaux régional et international. Dès lors qu'un État ou qu'un groupe d'États estime que tout programme de travail ou toute négociation se fera aux dépens de sa sécurité, il ne faut pas s'attendre à ce que cet État ou ce groupe d'États agisse contre ses propres intérêts. Le devoir fondamental de tout État est de protéger la sécurité de ses citoyens, comme l'a déclaré l'Ambassadeur du Pakistan. Cependant, comme l'a indiqué l'Ambassadeur du Brésil, cette sécurité ne doit pas consister à conserver des armes de destruction massive ou, pour être plus précis, des armes capables d'anéantir l'humanité. Dans ce contexte, la crédibilité du programme de travail dépend, comme pour tout autre mécanisme, de la confiance qu'il inspire à tous les États s'agissant de la prise en compte de leurs préoccupations de sécurité. La sécurité de quelques-uns ne saurait être bâtie sur des fondements qui ignorent la sécurité des autres. D'où l'importance de parvenir à un programme de travail complet et équilibré susceptible de concilier les différentes priorités et d'intégrer le concept de sécurité collective.

L'Algérie, qui est attachée à la Conférence du désarmement, a toujours tout fait pour que cette instance puisse s'acquitter de son mandat. Elle a présenté de nombreuses idées et propositions, notamment, récemment, la décision CD/1864 relative au programme de travail, laquelle a été adoptée par consensus en 2009; nous demeurons convaincus que cette décision représente une excellente base pour commencer à travailler. Certes, ce document ne suffit pas à satisfaire les désirs et les aspirations de tous, notamment de mon propre pays, mais il représente un bon point de départ sur un long chemin qui, nous l'espérons, finira par nous conduire à des négociations sur des questions fondamentales.

L'un des aspects fondamentaux souvent ignorés par certains est que ce document, de même que les priorités qu'il définit pour les groupes de travail, peut encore à loisir être développé et modifié, comme il ressort du préambule de la décision. Malheureusement, il semble que certains n'aient gardé à l'esprit que l'existence d'un mandat pour négocier un traité visant à interdire la production de matières fissiles, oubliant les autres éléments de la décision, ce qui ne contribue en rien à créer le climat de confiance dont la Conférence a besoin. Lors des discussions qui se sont tenues sous la présidence canadienne et sous la présidence chilienne, certains ont proposé une approche simplifiée du programme de travail, ou la création de mécanismes de discussion, dans le but de poser les bases techniques des négociations à venir.

Une telle démarche pourrait être utile, car elle rendrait possible l'ouverture de discussions de fond et donnerait l'impression que la Conférence travaille. Les négociations portant sur des instruments de désarmement ont toujours été précédées de discussions intenses et approfondies. Le Règlement intérieur ne nous empêche pas d'adopter un programme simplifié basé sur un calendrier de discussions, sans nécessairement établir de comités spéciaux; nous pourrions ainsi commencer à travailler. Toutefois, en l'absence de volonté politique, rien ne nous garantit que nous ouvrirons des négociations. C'est l'absence de volonté politique qui nous empêche de progresser dans nos travaux, et nous ne croyons pas que le recours à d'autres mécanismes de négociation résoudra le problème; au contraire, il pourrait compliquer les choses ou faire en sorte que des instruments conclus en dehors de la Conférence le soient en l'absence de la participation de tous les États concernés, ce qui nuirait à l'efficacité de ces instruments.

**M. Gómez Camacho** (Mexique) (*parle en espagnol*): Je tiens à remercier chaleureusement l'Ambassadeur Wang pour le travail et les efforts qu'il a accomplis à la présidence de la Conférence du désarmement, pour lesquels le Mexique lui est particulièrement reconnaissant. Madame la Présidente, il va sans dire que nous vous adressons également nos salutations les plus chaleureuses au nom du Mexique. C'est un

immense plaisir de voir non seulement une femme, non seulement une Latino-Américaine, mais aussi une Colombienne, présider la Conférence du désarmement. Nous sommes très heureux, aussi, car votre talent, votre sensibilité, vos compétences et, ajouterai-je, votre sens politique, sont bien connus à Genève et dans les autres organisations internationales, et nous sommes convaincus que ces qualités que vous possédez nous aideront à faire progresser les travaux de la Conférence du désarmement.

La position du Mexique est très bien connue, et je ne vais pas m'y attarder trop longtemps. Toutefois, j'aimerais faire trois remarques très précises. En premier lieu, pour le Mexique, il est très difficile d'expliquer rationnellement quinze années de blocage à la Conférence. Nous pouvons tenter de les justifier, nous pouvons rechercher toutes sortes d'arguments, nous pouvons même conférer un certain degré de rationalité à la situation, mais en fin de compte, cette démarche se heurte à une réalité crue, évidente et désolante: quinze années d'inactivité. Le Mexique ne parvient pas à la considérer ou à la justifier sous un angle positif. Comme nous n'avons cessé de le dire, notre priorité est le désarmement nucléaire et, dans ce contexte, nous sommes attachés à la Conférence du désarmement. Dans la mesure où la Conférence était un outil efficace qui accomplissait de grandes choses, notre engagement et notre travail étaient ici. Aujourd'hui, nous nous interrogeons sérieusement sur la capacité de cette instance à continuer d'exercer cette fonction suprême. Je le répète, nous ne voyons pas comment expliquer rationnellement quinze années de paralysie.

En deuxième lieu, on entend souvent, à la Conférence du désarmement, que le problème du blocage n'est pas l'instance elle-même, mais le contexte politique global, qui est complexe et nous empêche d'avancer sur le terrain de la négociation d'accords. Pour sa part, le Mexique a toujours reconnu la réalité de la complexité du contexte politique global, mais il rejette catégoriquement l'idée selon laquelle le blocage serait dû à cet environnement et non à la Conférence elle-même. Pour nous, l'environnement est en effet complexe, et dans tous les domaines, mais il y a des mécanismes qui facilitent les accords, alors que d'autres les compliquent. Et pour nous la Conférence du désarmement fait désormais partie des mécanismes qui compliquent les négociations et les accords, et ce, notamment, comme nous l'avons toujours dit, parce que sa philosophie, sa mentalité et – je regrette de devoir dire que je suis en désaccord avec certains de mes collègues – son règlement intérieur sont également responsables de l'effet inhibiteur dont souffre cette instance. Soit nous parvenons à réformer la Conférence du désarmement et à la doter des moyens de négocier et d'atteindre ses objectifs, soit le Mexique, comme nous l'avons toujours dit, acceptera sans difficulté d'aller faire le travail ailleurs. Nous sommes attachés au désarmement.

En troisième lieu, enfin, on entend dire parfois à la Conférence du désarmement qu'il n'y a pas lieu de négocier un instrument en l'absence de la participation des acteurs clefs. Là encore, le Mexique est en total désaccord avec cette affirmation, d'abord parce que dans le monde du désarmement, nous ne croyons pas qu'il y ait les acteurs clefs et les autres, tous les États étant également concernés par l'existence des armes nucléaires en particulier, et ensuite parce que si nous devons suivre ce raisonnement, le droit international n'existerait pas, et j'ai l'impression que nous n'aurions jamais engagé des négociations sur le TNP.

Après ces quelques remarques, Madame la Présidente, je vous réitère l'appui du Mexique, un appui sans réserve à votre dynamisme et à vos idées. Nous vous adressons nos meilleurs vœux pour le mois qui vient, au cours duquel vous présiderez la Conférence du désarmement.

**La Présidente** (*parle en espagnol*): Merci beaucoup, je vous remercie du fond du cœur de vos paroles, qui m'encouragent à poursuivre cette tâche importante qui n'est pas facile. Comme je l'ai dit dans ma déclaration, je ferai le maximum pour être aussi responsable, transparente et ouverte que possible sur tous les sujets que nous traiterons au cours du mois qui vient. Je donne la parole à l'Ambassadrice des États-Unis d'Amérique, M<sup>me</sup> Laura Kennedy.

**M<sup>me</sup> Kennedy** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Madame la Présidente, j'ai le grand plaisir de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence. Je m'associe aux orateurs qui se sont déjà exprimés pour vous dire que j'admire tout le talent que vous mettez au service de cette tâche et que je souhaite, bien entendu, faire le maximum pour vous appuyer.

Nous nous félicitons en particulier de l'occasion qui est donnée à chacun d'entre nous de réfléchir à nos travaux et à l'avenir de la Conférence du désarmement sous votre présidence. Comme l'ont déjà dit un certain nombre d'orateurs, nous vivons en effet une étape critique.

Plusieurs autres orateurs ont également évoqué les efforts que nous avons entrepris, jusqu'à présent en vain, pour retrouver un consensus sur un programme de travail qui avait été atteint, quoique brièvement, avec le document CD/1864 adopté sous la présidence éclairée de l'Ambassadeur Jazaïry.

Il est certain que mon gouvernement serait enthousiaste à l'idée d'approuver un programme de travail susceptible de nous libérer de nos chaînes, puisque pour ma part, j'ai parfois le sentiment d'être enchaînée après une année passée dans cette salle.

Quoi qu'il en soit, je veux parler d'un programme de travail reprenant les grandes lignes du document CD/1864, qui intégrerait la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles sur la base du mandat Shannon, un objectif qui, je me répète peut-être, a été approuvé à maintes reprises au fil des ans par les représentants à la Conférence et dans d'autres instances.

Puisque j'étais absente de la dernière séance plénière présidée par la Chine, permettez-moi de saisir cette occasion de rendre hommage à l'Ambassadeur Wang Qun pour son dévouement et son énergie.

Madame la Présidente, nous appuierons avec enthousiasme les efforts que vous ferez en notre nom à tous en tant que Présidente.

Enfin, qu'il me soit permis de souhaiter personnellement la bienvenue à notre nouveau Secrétaire général, puisque, je le répète, je n'ai pas pu être présente pour ses débuts ici. Je me réjouis de pouvoir remettre à M. Tokayev la lettre de félicitations chaleureuses transmises par ma secrétaire d'État, chose que je n'ai pas encore eu la possibilité de faire. Permettez-moi donc de me joindre aux innombrables collègues américains qui ont fait part de leur admiration pour les multiples contributions apportées par M. Tokayev au cours de son extraordinaire et brillante carrière. Je voudrais juste dire que c'est une chance de compter parmi nous un homme d'État aussi talentueux et expérimenté, et que nous avons hâte de travailler avec lui dans ses nouvelles fonctions.

**M. Daryaei** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Madame la Présidente, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence. Nous comptons sur une séance productive sous votre direction. Je saisis cette occasion pour vous assurer de l'entière coopération de ma délégation.

Lors de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale a mis en place la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. Nous attachons une grande importance à la Conférence du désarmement, sur la base du mandat qui lui a été conféré à cette occasion par l'Assemblée générale.

De toute évidence, le mandat de la Conférence consiste à négocier des instruments juridiquement contraignants dans le domaine du désarmement, dans le strict respect de son Règlement intérieur.

Conformément au Règlement intérieur, l'adoption d'un programme de travail représente bel et bien la première des tâches que la Conférence doit accomplir avant de commencer son travail de négociation officiel. Dans ce contexte, la principale question qui se pose est celle de savoir quelle doit être la priorité absolue de ces négociations.

Chacun admet que la priorité absolue est le désarmement nucléaire. Devant l'urgente nécessité d'éliminer la menace que représentent les armes nucléaires pour la sécurité internationale, nous exhortons tous les membres de la Conférence à adopter et mettre en œuvre un programme de travail équilibré et complet, basé sur son ordre du jour et consacré à la question centrale, conformément au Règlement intérieur de la Conférence.

Ma délégation n'a eu de cesse d'insister sur l'équilibre et sur la nécessité de veiller à ce que les décisions de la Conférence soient adoptées par consensus. Le Règlement intérieur, qui est le guide de la Conférence, doit être scrupuleusement respecté. Pour nous, la meilleure façon de servir les objectifs de la Conférence et de protéger la sûreté et la sécurité de l'ensemble de la communauté internationale consiste en l'adoption d'un programme de travail équilibré et complet permettant à la Conférence d'ouvrir des négociations sur les quatre questions centrales inscrites à son ordre du jour. Dans ce contexte, le désarmement nucléaire reste la première des priorités de ma délégation, et c'est aussi le cas pour la plupart des États membres de la Conférence.

Le débat de fond qui a eu lieu lors de notre dernière séance plénière et de nos séances officielles a montré que le désarmement nucléaire était une priorité absolue pour l'immense majorité des régions du monde.

La Conférence doit parvenir à un accord sur la création d'un comité spécial chargé d'ouvrir dès que possible des négociations sur le désarmement nucléaire. Une convention visant à éliminer complètement les armes nucléaires est un sujet mûr pour la négociation à la Conférence, puisque la principale cause des problèmes de sécurité que le monde rencontre aujourd'hui procède directement de l'existence même des armes nucléaires. Le programme de travail doit renfermer un mandat de négociation sur cette question.

L'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes. En attendant, il convient de négocier en priorité, à travers la création d'un comité spécial de négociation dans le cadre de la Conférence du désarmement, un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant, ainsi que des garanties de sécurité visant à protéger les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi de ces armes.

Nous croyons également que la question des garanties de sécurité négatives est également mûre pour la négociation, car elle ne pose aucun problème technique particulier et fait uniquement appel à la volonté politique des États dotés d'armes nucléaires.

Nous souhaitons en outre que la Conférence du désarmement entame des négociations sur la conclusion d'un traité juridiquement contraignant visant à interdire totalement la possibilité d'une guerre dans l'espace et à prévenir la militarisation de cet environnement. En effet, un tel instrument juridiquement contraignant renforcerait la sécurité de tous les pays et fixerait le cadre nécessaire à l'utilisation pacifique de l'espace.

S'agissant d'un traité sur les matières fissiles, nous avons déclaré sans ambiguïté que la question des stocks et de la vérification devait être prise en compte dans le cadre d'un éventuel instrument. Un tel traité devrait représenter une mesure allant clairement dans le sens du désarmement et de la non-prolifération sous tous ses aspects. La production et les stocks existants, de même que la production future de matières fissiles pour la fabrication d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, devront également entrer dans le champ d'application du traité. Une négociation qui exclurait les stocks et qui se ferait sans la participation des acteurs clefs n'aurait plus aucun contenu et serait par conséquent inutile. Notre programme de travail devra être clair sur cet important sujet.

**M. Reyes Rodríguez** (Cuba) (*parle en espagnol*): Merci, Alicia. J'hésitais vraiment à prendre la parole, mais je ne voudrais pas manquer l'occasion de m'associer aux autres orateurs pour souligner la confiance que nous inspire votre capacité à diriger nos travaux en tant que Présidente de la Conférence du désarmement. Je dois dire que nous avons placé la même confiance et le même soutien dans tous les présidents qui vous ont précédée depuis le début de l'année, à savoir Marius Grinius, du Canada, Pedro Oyarce, du Chili, et enfin, avant notre actuelle Présidente, Wang Qun, de la Chine. Il ne fait pour nous aucun doute que le problème auquel nous nous heurtons aujourd'hui n'est pas un problème de direction, et que sa solution ne se trouve même pas entre nos mains. Nous sommes des diplomates, nous travaillons sur instructions, mais nous vivons dans un monde réel dont les événements nous dépassent. Nous aurons beau multiplier les discussions stériles, les mêmes conclusions s'imposeront à nous.

La position de Cuba s'agissant du désarmement est claire. Elle est calquée sur celle du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des 21 et de tous ceux qui considèrent que le véritable sujet de discussion dans le domaine du désarmement, celui qui nous permettra de parvenir à un désarmement général et complet, est l'élimination des armes nucléaires. Si quelqu'un avait encore des doutes à ce sujet, la succession d'accidents qui se sont produits dans des installations civiles à Tchernobyl, à la suite d'une erreur humaine, et au Japon, à la suite d'une catastrophe naturelle, a clairement démontré que même si on laissait de côté l'emploi de la force nucléaire, nul en ce monde ne pouvait garantir qu'un accident nucléaire n'échapperait pas un jour à tout contrôle. C'est pourquoi, au-delà des garanties de sécurité négatives, l'existence même des armes nucléaires représente un danger permanent pour chacun d'entre nous.

La question de la paix est complexe. La Conférence du désarmement est l'une des rares instances multilatérales dont les décisions, qui concernent véritablement toutes les parties, doivent être appliquées et scrupuleusement respectées par tous les États, car c'est seulement par la confiance et moyennant la garantie que les autres États renonceront à leurs armes que nous serons nous-mêmes en mesure de renoncer aux nôtres. Certes, d'autres instances sont également importantes, en particulier le Fonds monétaire international, mais les pays les plus influents y imposent généralement leur point de vue. Je crois qu'ils essaient parfois de le faire ici aussi, mais cette instance est une instance véritablement démocratique où les pays en développement, même les plus petits, ont besoin du consensus et du respect pour garantir ce contre quoi beaucoup d'entre nous, qui ne cessent d'avoir recours à cette rhétorique au nom du désarmement, et plus particulièrement de la non-prolifération, votent au Conseil des droits de l'homme, à savoir le droit des peuples à vivre en paix.

Cuba analyse les choses en toute objectivité. N'accordons pas une importance démesurée à ce qui se passe ici. Ce qui se passe à la Conférence du désarmement n'est que le reflet de ce qui se passe dans le monde, des nouveaux équilibres qui sont en train d'apparaître et des bouleversements que traverse aujourd'hui l'humanité. Assurément, quelques progrès ont été marqués dans le domaine de la non-prolifération, et l'on a essentiellement assisté à un renforcement de l'hégémonie et de la supériorité d'un groupe de pays qui s'est associé. Oui, quelques étapes supplémentaires ont été franchies dans le domaine de la non-prolifération et, pour l'essentiel, le renforcement de l'hégémonie et de la supériorité d'un groupe de pays qui s'est arrogé le droit de procéder ainsi, mais il est vrai non seulement que nous n'avons pas fait le moindre progrès en quinze ans, mais aussi que nous n'avons pas fait le moindre progrès depuis la Deuxième Guerre mondiale sur les aspects les plus importants du désarmement général, en particulier sur la question des armes nucléaires.

Je crois que nous ne sommes pas en position de forcer les choses. En réalité, il serait insensé de vouloir le faire, même en ayant des chances d'y parvenir. Comme cela a déjà été dit ici, il serait toujours possible d'élaborer un instrument en dehors du cadre multilatéral,

mais dans ce cas, les États qui le ratifieraient ne renonceraient-ils pas à l'option nucléaire tandis que les autres la conserveraient? Je crois que nous sommes actuellement au stade de la réflexion et de la transition. Ne désespérons pas: le temps est à la sensibilisation, mais surtout à l'instauration de la confiance. Je dois dire que je respecte certains des documents qui ont été présentés ici, et je respecte aussi les efforts qui ont été faits par de grands amis, en particulier l'Ambassadeur Jazaïry, mais je dois souligner que ce document lui-même n'était véritablement ni équitable, ni équilibré, car il portait essentiellement sur les efforts dans un domaine précis sans véritable engagement quant à la négociation sur le désarmement nucléaire.

Pour notre part, nous sommes disposés à vous apporter notre concours, Madame la Présidente. Cuba ne fera jamais obstacle aux progrès de la Conférence, mais je le répète, ni pour dramatiser ni pour forcer les choses, nous rechercherons des méthodes pragmatiques. Je crois réellement que nous ne devons cesser d'appuyer financièrement la Conférence du désarmement, mais nous devons être réalistes et objectifs et ne nous réunir que lorsque des objectifs clairs ont été définis pour ces réunions, afin d'éviter ces longues séries de déclarations et ces discussions stériles, car nous ne faisons que nous répéter. Nous devons, je pense, faire savoir à nos capitales que nous travaillons et que nous justifions notre présence, particulièrement ceux d'entre nous qui sont ici uniquement pour les questions de désarmement, mais je crois que dans un souci d'efficacité, il nous faut nous réunir uniquement quand nous avons des propositions claires à examiner ou lorsque nous sommes certains de la volonté politique requise pour obtenir un compromis dans cette salle.

Cela étant dit, je crois en fin de compte que nous ne sommes pas véritablement pessimistes. Nous sommes optimistes puisque nous finissons toujours par trouver le moyen de nous en sortir. Certains processus demandent des années, comme c'est le cas du cours de l'histoire, pour autant qu'on puisse le voir comme un processus, et tout ne s'obtient pas aussi vite que certains le souhaiteraient. Nous vous appuierons donc, Madame la Présidente, et le moment venu, nous suivrons les orientations données par vos prédécesseurs, sachant que les difficultés qui nous attendent cette année sont considérables. Je crois que nous avons eu d'excellents présidents et que notre problème n'a rien à voir avec un manque d'efforts ou de talent de la part de ceux qui ont assuré la présidence. Cela étant, nous considérons que, tôt ou tard, si nous disposons de la confiance et des accords nécessaires, nous serons en mesure de négocier, car c'est ce que nous sommes en fin de compte: des négociateurs et des diplomates.

**M. Hoffmann** (Allemagne) (*parle en anglais*): J'écoute toujours avec grande attention les déclarations qui sont faites à la Conférence du désarmement, et aujourd'hui, nous avons entendu un certain nombre de déclarations intéressantes. Toutefois, chacun me comprendra je crois, si je dis que j'écoute avec une attention toute particulière les interventions de mon collègue et ami l'Ambassadeur Akram. J'ai l'intention de commenter sa déclaration, mais auparavant, Madame la Présidente, qu'il me soit permis de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence. Vous pouvez compter sur le plein appui de la délégation allemande, et je vous souhaite plein succès.

Je tiens en outre à vous remercier de la façon dont vous avez organisé votre propre programme de travail, pour ainsi dire. Votre approche nous semble intéressante. Nous connaissons les difficultés rencontrées pour proposer un programme de travail à la Conférence, et l'idée d'associer plus activement les groupes régionaux à cette démarche est certainement une idée intéressante. Je crois qu'il appartient à chaque présidence de tâcher de soumettre un programme de travail, mais c'est aussi, en définitive, à chaque président qu'il appartient de déterminer si ce programme est utile ou valable. Je crois cependant que, d'une façon générale, il est toujours souhaitable que nous soumettions un projet de programme de travail.

Je voudrais également remercier l'Ambassadeur Macedo Soares de sa déclaration, dans laquelle il nous a invités à la réflexion. J'en viens à présent à mes quelques observations concernant la déclaration de l'Ambassadeur Akram.

En premier lieu, lorsque l'Ambassadeur Akram affirme que certaines puissances ne sont prêtes à des efforts de limitation des armements que lorsque ces efforts ne leur coûtent rien, il tient, je le crois, un raisonnement dangereux. D'abord, je ne suis pas persuadé que cette affirmation soit empiriquement fondée, car j'imagine que si certains en avaient la possibilité, ils souhaiteraient toujours posséder des armes chimiques ou biologiques. Personne ne peut le savoir. Si vous vous penchez sur l'histoire des négociations, vous constaterez que tous les participants intéressés se sont battus avec acharnement pour défendre certaines positions, ce qui montre bien que l'obtention de certains résultats présente toujours un intérêt matériel.

Il est assez dangereux de soutenir un tel argument car, d'une certaine façon, il contribue à dévaluer les accords de maîtrise des armements existants. Il revient à dire que ces instruments ne valent pas grand-chose car, pour ainsi dire, personne n'en a plus besoin.

Ma deuxième observation concerne la question de savoir si le problème tient véritablement au Règlement intérieur. L'Ambassadeur Akram a avancé l'argument selon lequel la Conférence du désarmement avait déjà négocié avec succès d'autres accords de limitation des armements sur la base du même Règlement intérieur. Cette affirmation est exacte, mais la question qui se pose est de savoir comment le Règlement intérieur était alors utilisé par les participants à ces négociations. Je n'ai pas vérifié, mais je crois, si ma mémoire ne me trahit pas, que jamais auparavant un État membre ne s'est opposé à l'ouverture de négociations.

Chacun sait que la question du Règlement intérieur est une question éminemment complexe, notamment en ce qui concerne la règle du consensus, et qu'il y a lieu de l'aborder avec doigté. Or, lorsqu'on se trouve dans une situation dans laquelle 1 ou 2 États membres sur 65 dans notre cas, voire davantage dans certaines instances des Nations Unies, se servent de la règle du consensus comme d'un droit de veto, ils jouent un jeu complètement différent. J'aimerais, si vous me le permettez, citer la déclaration très enrichissante de notre collègue et ami l'Ambassadeur Macedo Soares: «Un État membre qui a librement adhéré à la Conférence du désarmement, dont l'objectif est de négocier des instruments juridiques de désarmement et de limitation des armements, ne peut invoquer sa sécurité pour bloquer une négociation que la grande majorité des États membres, voire leur totalité, jugent appropriée.». Je crois qu'il a vu juste.

Ma troisième remarque concerne plus particulièrement la question des matières fissiles. Je suis quelque peu troublé par la logique de ce raisonnement. Sur la deuxième page de sa déclaration, l'Ambassadeur Akram explique une nouvelle fois pourquoi, depuis deux ans, le Pakistan nous explique clairement les raisons qui le conduisent à s'opposer à l'ouverture de négociations sur un traité sur les matières fissiles à la Conférence du désarmement. Nous sommes tous au courant et nous en sommes tous les témoins; c'est essentiellement la raison pour laquelle nous n'avons toujours pas de programme de travail et nous n'avons toujours pas ouvert de négociations ici, alors que c'est précisément ce que nous devrions faire. Or, en page 3 de sa déclaration, l'Ambassadeur Akram poursuit en disant, et je le cite car cela me paraît très intéressant: «Pour le Pakistan, cette démarche passe par la négociation d'un traité sur les matières fissiles qui prenne en compte non seulement la production future, mais aussi la réduction des stocks existants. C'est seulement lorsque le problème de l'asymétrie des stocks aura été traité par des réductions de ces stocks que le jeu sera ouvert. Nous préconisons par conséquent un traité sur les matières fissiles plus qu'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, car un tel traité sera un véritable instrument de désarmement et non pas simplement une mesure de quasi-non-prolifération.». ».



D'après ce que je comprends, cela signifie que l'Ambassadeur Akram n'est pas, en soi, opposé à l'idée de négocier ici, et il a très clairement indiqué que le Pakistan considérerait que cette question devait être négociée uniquement à la Conférence du désarmement, et non ailleurs. Ce point de vue est tout à fait défendable, mais si j'ai bien compris, le Pakistan est disposé à négocier sur la question des matières fissiles dans le cadre de la Conférence du désarmement. Il va sans dire que nous avons tous des points de vue différents sur telle ou telle question. Certaines questions sont plus importantes que d'autres. Pourtant, j'ai du mal à m'expliquer cette opposition viscérale à l'ouverture de ces négociations.

Bien entendu, je suis parfaitement conscient de la nuance qui est faite entre un traité sur les matières fissiles et un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Mais je me pose alors une question: dans quelle mesure cette différence d'approche doit-elle être reflétée dans la tâche que nous nous fixons, c'est-à-dire dans notre programme de travail, dans notre mandat?

Nous avons des divergences de vues. D'une façon générale, lorsque plusieurs personnes se rassemblent pour négocier sur tel ou tel sujet, elles ont toutes des points de départ différents et se demandent dans quelle mesure ces points de départ doivent être reflétés dans le mandat de négociation. Cette situation s'est produite à de nombreuses reprises avant que les négociateurs parviennent à trouver un moyen de formuler plus finement les questions de façon à permettre à chacun de s'en satisfaire.

Madame la Présidente, alors que nous tentons d'élaborer un contenu pour notre programme de travail, il serait bien entendu très intéressant de se demander s'il n'y aurait pas un moyen de formuler plus finement la question, d'une manière ou d'une autre. J'invite la délégation pakistanaise à vous faire connaître sa position sur ce point, sous quelque forme que ce soit, lors des consultations bilatérales que vous aurez avec elle, puis à se demander s'il n'y aurait pas un moyen de formuler la question de façon à nous permettre de commencer à travailler.

**La Présidente** (*parle en espagnol*): Je remercie l'Ambassadeur d'Allemagne de sa déclaration. Vous avez tout à fait raison de dire que nous, Présidents, devrions systématiquement soumettre un programme de travail à la Conférence. Il est vrai que tous mes prédécesseurs l'ont fait, et je suis admirative pour ce travail. Toutefois, comme je l'ai indiqué dans ma déclaration, cet effort n'a pas rencontré le succès que nous escomptions à la Conférence du désarmement. En conséquence, je vous ai invités dans ma déclaration à soumettre, individuellement, en tant que groupes régionaux ou de façon transversale, de nouvelles idées concernant le programme de travail. Une fois que ces idées auront été exprimées, je soumettrai le texte avec plaisir. En tant que Présidente, cela ne me pose aucun problème. Nous poursuivrons nos consultations bilatérales ou multilatérales, mais il me paraît inopportun – et ma capitale en est d'accord – de saisir la Conférence d'un programme de travail pour qu'il soit simplement examiné et que rien ne soit fait après cela. Nous devons tous faire un effort pour parvenir à adopter un programme de travail mutuellement bénéfique. En vérité, nous pensons que l'exercice consistant, pour chaque Président, à soumettre un programme de travail, ce pour que cet exercice doive être recommencé le mois suivant, a sans doute assez duré. Nous respectons les positions des autres délégations, mais nous croyons qu'il est grand temps ne serait-ce que de considérer une autre stratégie possible, dans le respect du Règlement intérieur, pour déterminer si nous sommes en mesure d'adopter ce programme de travail.

En fait, nous avons déjà eu des consultations bilatérales avec beaucoup de pays, pas avec tous, malheureusement. Nous attendons à présent les groupes régionaux, ou bien nous pouvons rencontrer les Coordonnateurs, c'est-à-dire les personnes qui transmettent aux différents groupes le contenu de nos discussions, les sujets qui ont été abordés et les moyens qui ont été envisagés pour travailler mieux ensemble. Nous sommes ouverts à toutes les propositions. Nous souhaitons qu'un processus très ouvert se mette en place, et puisque vous avez fait référence à l'Ambassadeur du Pakistan, nous avons eu des

entretiens avec lui, et nous cherchons à obtenir un rapprochement entre le Pakistan et les autres pays de façon à permettre à la Conférence du désarmement d'aller de l'avant. Bien plus que de diviser, le but de la présidence est de rapprocher les points de vue.

Je donne maintenant la parole à M. Aiko Suda, Ambassadeur du Japon.

**M. Suda** (Japon) (*parle en anglais*): Madame la Présidente, qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement à ce moment très important des efforts que nous déployons pour permettre à cette instance de progresser.

Je n'avais pas l'intention de prendre la parole aujourd'hui, mais après avoir écouté les interventions intéressantes, stimulantes et enrichissantes de nos collègues, j'ai estimé que je devais m'exprimer. Je voudrais dire que nous devons considérer très directement les responsabilités qui nous incombent en notre qualité de membres de la Conférence.

Depuis des décennies, le Japon ne cesse d'appeler de ses vœux l'élimination totale des armes nucléaires. Pourtant, chacun sait que l'élimination totale de ces armes ne pourra être réalisée du jour au lendemain ou à travers une seule convention. Il faut mettre en place un processus progressif faisant appel à des mesures et à des efforts pratiques et concrets. Dans ce contexte, il est évident, comme il ressort du préambule du TNP, que la mesure la plus urgente de ce processus est l'arrêt de la fabrication d'armes nucléaires. Je n'imagine pas comment il serait possible de s'engager sur la voie d'un monde sans armes nucléaires, après le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, sans interdire d'abord ne serait-ce que la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires. La question des matières fissiles est arrivée à maturité pour l'ouverture de négociations officielles, chacun en est bien conscient. Nous disposons d'un mandat de base solide, le mandat Shannon, qui a été préparé avec minutie et qui est suffisamment équilibré et flexible. Il est totalement inutile que la Conférence remette en cause ce compromis.

Le programme de travail contenu dans le document CD/1864, adopté par consensus en mai 2009, représente une avancée. Pourquoi, malgré le compromis constructif et équilibré que nous avons atteint, ne sommes-nous toujours pas en mesure d'aller de l'avant depuis mai 2009? La réalité est claire et simple. Malgré l'accord obtenu par consensus sur le programme de travail proposé dans le document CD/1864, un État partie s'est opposé à l'exécution de ce programme de travail pour des raisons qui tiennent à sa sécurité internationale. Pour ce qui est de l'équilibre, le problème ne réside pas dans le document CD/1864, ni dans le manque de maturité de la question.

Le Japon est tout à fait disposé à participer aux efforts entrepris pour progresser sur les trois autres questions centrales, à savoir le désarmement nucléaire, les garanties de sécurité négatives et la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Cependant, il ne peut souscrire à un argument qui, dans la réalité, empêcherait l'ouverture immédiate de négociations sur un traité visant à interdire la production de matières fissiles sous le fallacieux prétexte, par exemple, que les trois autres questions sont également mûres pour la négociation et qu'il faudrait par conséquent traiter les quatre questions de façon simultanée et attendre de parvenir à une convergence de vues en la matière pour engager la négociation du traité sur les matières fissiles.

Le Japon estime que la Conférence du désarmement est l'instance la plus importante pour négocier les traités de désarmement. C'est toutefois pour cette raison que la Conférence est censée faire progresser le désarmement mondial, notamment le désarmement nucléaire, grâce à ses travaux de fond. En d'autres termes, ce qui est primordial pour le Japon et pour la plupart d'entre nous ici, c'est le désarmement, et non la Conférence en soi. Si la Conférence demeure plus longtemps hors d'état de marche, on peut comprendre que beaucoup d'États, membres ou non, se désintéressent d'elle et recherchent d'autres moyens de travailler sur le désarmement nucléaire et, en particulier, de négocier un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

**M. Rao** (Inde) (*parle en anglais*): Madame la Présidente, permettez-moi de vous féliciter chaleureusement d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement. Je suis convaincu que grâce à vos compétences, à votre habileté diplomatique et à votre charme personnel, vous serez en mesure de conduire avec succès la Conférence dans ses travaux. Soyez assurée de l'appui indéfectible de ma délégation dans l'exercice de vos responsabilités. Permettez-moi également de remercier votre prédécesseur, notre collègue et ami l'Ambassadeur Wang, pour les efforts dynamiques et inlassables qu'il a accomplis dans le but de nous faire progresser.

Qu'il me soit également permis de vous remercier d'avoir organisé une séance plénière consacrée à la question du programme de travail de la Conférence. Ma délégation a toujours défendu le caractère unique de la Conférence en tant que seule instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. Les efforts qui nous permettent de nous rapprocher de l'ouverture de négociations sur des questions de désarmement et de sécurité internationale et de mettre en évidence le caractère essentiel et inclusif de cette instance sont toujours les bienvenus. Inversement, nous devons nous efforcer d'éviter tout ce qui pourrait nous éloigner du consensus.

Je ne souhaite pas réitérer la position de ma délégation s'agissant du programme de travail de la Conférence. Nous l'avons fait connaître lors des séances plénières du 22 février et du 30 mars derniers. Je voudrais simplement répéter que la première des priorités de la Conférence doit être d'adopter un programme de travail et d'engager le plus tôt possible un travail de fond, y compris des négociations. L'Inde ne s'opposera pas à un éventuel consensus sur un programme de travail, qui pourrait s'inspirer de la décision CD/1864 adoptée par consensus en mai 2009, particulièrement si cette décision facilite le commencement d'un travail de fond, y compris la négociation d'un traité sur les matières fissiles. Cela ne préjuge en rien de la priorité que nous attachons au désarmement nucléaire.

L'Inde a toujours appelé de ses vœux le désarmement nucléaire mondial, complet et vérifiable. En tant que membre du Groupe des 21 et du Mouvement des pays non alignés, l'Inde a fait du désarmement nucléaire une priorité absolue. Nous croyons que le désarmement nucléaire peut être réalisé à travers un processus progressif reposant sur un engagement universel et sur un cadre multilatéral concerté permettant de réaliser un désarmement nucléaire mondial et non discriminatoire. Un dialogue entre tous les États possesseurs d'armes nucléaires est essentiel pour bâtir la confiance et restreindre la place de l'arme nucléaire dans les affaires internationales et les doctrines de sécurité.

**M. Kwon** Haeryong (République de Corée) (*parle en anglais*): Madame la Présidente, permettez-moi d'emblée de vous féliciter d'avoir accédé à la responsabilité difficile, mais néanmoins essentielle, de Présidente de la Conférence du désarmement. Je suis convaincu que, sous votre direction éclairée, les discussions de la Conférence contribueront à susciter une percée menant au déblocage de notre instance. Soyez assurée, il va sans dire, de l'appui et de la coopération indéfectibles de ma délégation dans l'exercice de votre précieux mandat.

Je ne vais pas répéter notre position aujourd'hui. Je voudrais simplement faire une proposition. Je suis tout à fait conscient du fait que les différents environnements stratégiques appellent fréquemment des positions différentes concernant le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Compte tenu de cette réalité, je suis favorable à des mesures pratiques s'inscrivant dans le cadre d'un effort systématique et progressif. Je propose par conséquent que nous ayons des discussions davantage ciblées sur les questions les plus controversées pour lesquelles les divergences de vues sont les plus marquées. De mon point de vue, il serait plus utile de recenser les différentes opinions sur chaque question que de répéter les mêmes messages, comme nous le faisons depuis si longtemps.

D'après ce que j'ai compris, la question la plus controversée et la plus âprement disputée parmi les quatre questions centrales inscrites à notre ordre du jour est celle des matières fissiles. Je vous propose par conséquent de nous pencher sur le problème des stocks existants avant toute autre chose, puis sur les questions connexes telles que les définitions, la portée du traité et la vérification. Je crois qu'il serait plus efficace de tenir des discussions ciblées sur chacun des points, successivement et respectivement, afin de rapprocher les points de vue, voire, avec de la chance, de trouver la solution. Au cours de votre présidence, nous pourrions nous concentrer plus spécifiquement sur les questions relatives au traité sur les matières fissiles puis, s'il nous reste du temps, rechercher les moyens d'examiner aussi les questions essentielles telles que le désarmement nucléaire, la prévention d'une course aux armements nucléaires et les garanties de sécurité négatives.

Cette approche nous aiderait à bâtir la confiance et faciliterait le processus officiel qui vise à promouvoir la compréhension et la confiance mutuelles.

Enfin, la délégation coréenne partage l'avis exprimé par l'Ambassadeur d'Allemagne en ce qui concerne les efforts à faire pour, si possible, saisir la Conférence d'un programme de travail.

**La Présidente** (*parle en espagnol*): Je remercie l'Ambassadeur de la République de Corée. Je tiens à lui faire savoir que sa proposition sera analysée par la présidence, mais je voudrais aussi lui rappeler qu'à de nombreuses reprises, sa proposition a été appliquée et expérimentée avec peu de succès par cette instance. Je crois qu'il est temps pour nous d'être plus créatifs, et pour vous de nous aider à soumettre un programme de travail. Si vous avez de bonnes idées, si vous êtes particulièrement créatifs en la matière, la présidence accueillera favorablement toute idée de votre part et organisera toutes les séances que vous solliciterez. En revanche, je crois qu'en ce qui concerne les discussions interminables et répétitives que nous avons ici, nous allons faire une petite pause, au moins pendant cette présidence. Je ne sais ce que les autres en penseront, mais au cours de notre présidence, nous allons souffler un peu, afin de réfléchir et de tenter de comprendre ce qui se passe ici, comment nous pourrions mieux travailler et la direction que nous souhaitons réellement prendre. Si, comme je l'ai indiqué dans ma déclaration liminaire, vous prenez des initiatives sur un programme de travail, je soumettrai la proposition avec grand plaisir, sans aucune difficulté. Je ferai mon maximum mais, comme je l'ai dit, j'ai respecté en tant que Représentante le travail de mes prédécesseurs, et je crois que leurs propositions seraient identiques à celle que la Colombie ferait, ce qui signifie qu'elles ont déjà été examinées sans succès. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée, M. So Se Pyong.

**M. So Se Pyong** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*): Madame la Présidente, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence et de vous assurer de mon appui et de ma coopération indéfectibles. Permettez-moi également de saisir l'occasion de dire que j'ai particulièrement apprécié l'excellent travail accompli par l'Ambassadeur Wang, de la Chine, au cours de la présidence chinoise, dans le but de faire progresser les travaux de la Conférence.

Ma délégation accueille avec une satisfaction particulière votre intention de travailler avec les États membres de la Conférence d'une façon ouverte, inclusive et transparente. S'agissant du programme de travail, ma délégation a exprimé sa position à de multiples reprises, et je ne vais pas la répéter aujourd'hui.

Aujourd'hui, le rôle du mécanisme de désarmement ne cesse de prendre de l'importance dans les efforts internationaux destinés à promouvoir la paix et la sécurité dans le monde. En particulier, la Conférence du désarmement doit développer son action en faveur du désarmement nucléaire. La République populaire démocratique de Corée attache une grande importance à la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, et elle reconnaît que cette instance représente le mécanisme le plus utile à la promotion du désarmement mondial.

C'est dans cette perspective que nous appelons de nos vœux le commencement rapide d'un travail de fond. À cette fin, nous déploierons des trésors de patience et, dans ce contexte, permettez-moi de réaffirmer ma détermination à poursuivre ma coopération avec vous dans les jours qui viennent.

**La Présidente** (*parle en espagnol*): Merci beaucoup. Les six Présidents de cette année travaillent en équipe. Nous attachons une grande importance à cela, sachant que les présidences ne durent qu'un mois et qu'il faut repartir de zéro à chaque fois, ce qui n'a pas vraiment de sens. Nous croyons qu'il est préférable que les six Présidents soient en mesure de suivre le même programme de travail. C'est ce que nous avons décidé, malgré nos divergences idéologiques à bien des égards. Nous croyons qu'il est important de tout faire pour adopter une façon de procéder unique pour cette année. C'est pourquoi je tiens à souligner que je respecte le travail accompli par mes trois prédécesseurs.

Il n'y a plus d'orateur sur la liste. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Je donne la parole à l'Ambassadeur du Pakistan.

**M. Akram** (Pakistan) (*parle en anglais*): J'ai demandé la parole pour réagir aux observations très perspicaces de mon collègue et ami l'Ambassadeur d'Allemagne. J'apprécie le sérieux avec lequel il m'écoute, car ce n'est pas nécessairement le cas de certains de mes collègues, mais je voudrais tenter de répondre à ses questions, à ses interrogations et à ses observations du mieux que je le pourrai.

S'agissant de ce que j'ai dit concernant les accords que certains États ont signés sans qu'il ne leur en coûte, on peut, bien entendu, considérer les choses du point de vue empirique, mais lorsque je me suis trouvé ici pour la dernière fois, au milieu des années 1980, période au cours de laquelle nous avons ouvert les négociations sur la Convention sur les armes chimiques – il est vrai que nous étions en pleine guerre froide –, on en est arrivés à ce que tout le monde, en particulier les deux superpuissances de l'époque, soit disposé à conclure un accord sur les armes chimiques, une fois seulement que les États en question avaient admis que l'élimination des armes chimiques ne nuirait pas à leurs intérêts de sécurité. Je suppose que c'est ce même principe qui a inspiré la négociation d'une convention interdisant les armes biologiques.

Si l'on considère les trois types d'armes dites de destruction massive, à savoir les armes biologiques, les armes chimiques et les armes nucléaires, mon argument est qu'un pays qui possède des armes nucléaires et fonde sa doctrine de dissuasion sur ces armes n'a plus besoin d'armes chimiques ni d'armes biologiques. Dès lors qu'un État possède des armes nucléaires, les principales puissances nucléaires sont disposées à renoncer aux autres moyens de destruction massive, qui deviennent alors superflus. De même, s'agissant de la question de l'expérimentation et de la question des stocks existants, nous savons tous très bien que les grandes puissances nucléaires ont réalisé des centaines d'essais nucléaires, c'est-à-dire plus qu'il n'en faut pour anéantir plusieurs fois la planète. Ces États n'ont donc plus besoin de réaliser de nouveaux essais. C'est pourquoi il est devenu évident que des progrès étaient possibles vers un accord visant à empêcher de nouveaux essais.

Il en va de même pour ce qui est des stocks de matières fissiles. Nous savons également que les principaux États dotés d'armes nucléaires sont en possession de stocks de matières fissiles relativement importants. Pour cette raison, ils ont eux-mêmes déjà décrété un moratoire sur leur production. Et du fait même de l'existence de ce moratoire, il n'est pas très difficile pour eux de transformer ce moratoire en un instrument international. Voilà quel était mon raisonnement.

Pour ce qui est de l'utilisation du Règlement intérieur – lequel est, de toute évidence, le fondement sur lequel la Conférence du désarmement a été créée – je m'en souviens très bien car, à l'époque, les deux superpuissances de la guerre froide étaient favorables à ce que la règle du consensus s'applique aussi bien aux questions de procédure

qu'aux questions de fond. Et c'est le Pakistan qui avait affirmé que la règle du consensus ne devait s'appliquer qu'aux discussions de fond, mais en aucun cas aux questions de procédure. C'est une chose qu'il est toujours possible de vérifier. Quoi qu'il en soit, il reste que la règle du consensus est utilisée à maintes reprises par les États pour protéger leurs intérêts à la Conférence du désarmement. C'est une chose que nous pouvons constater de façon très claire dans le contexte de questions telles que les négociations sur les garanties de sécurité négatives ou le désarmement nucléaire, pour lesquelles de nombreux pays ici représentés sont prêts à engager des négociations alors que quelques pays ne sont pas prêts à le faire. Là encore, la règle du consensus est donc appliquée par ces États, qui estiment qu'ils protègent leurs intérêts en matière de sécurité.

La troisième question était celle de savoir pourquoi certains États seraient en mesure de s'opposer à l'ouverture de négociations sur la question des matières fissiles. La question des stocks ou de leur réduction pourrait être précisée, je suppose, dans le cadre du programme de travail. C'est précisément sur ce point que le problème se pose. Je tiens à faire très clairement le point sur notre situation actuelle car, de notre point de vue et compte tenu de nos intérêts en matière de sécurité, une interdiction qui se limiterait à la production future ne répondrait pas à nos préoccupations. Bien au contraire, elle ne ferait que les accentuer. C'est pourquoi nous souhaitons réellement qu'il soit décidé de négocier un traité qui interdise la production future, mais aussi qui contribue à réduire les stocks existants. C'est une chose qui devra être précisée et décidée à l'avance, avant l'ouverture de négociations.

J'espère que mon intervention aura permis de clarifier notre position sur ce point. Si vous me le permettez, je voudrais prendre quelques minutes pour réagir aux observations qui ont été faites et qui sont davantage des observations indirectes qui, je crois, nous étaient adressées par nos estimés collègues, l'Ambassadeur du Brésil et l'Ambassadeur d'Algérie, s'agissant de la place de l'arme nucléaire dans notre sécurité. Si j'ai bien compris ce qu'ils voulaient dire, je dirai qu'il s'agit d'une boîte de Pandore que nous n'avons pas ouverte. Nous avons dû faire face à une réalité objective, qui engageait notre dissuasion nucléaire.

Toutefois, comme je l'ai dit aujourd'hui et comme nous l'avons toujours dit, nous sommes prêts à négocier un traité sur un désarmement nucléaire. Il est certain que l'élimination des armes nucléaires constituera la seule garantie véritable de sécurité pour nous tous, mais cela ne pourra se faire de façon unilatérale. Cette démarche devra s'inscrire dans un processus global associant l'ensemble des États dotés d'armes nucléaires. Nous ne voyons vraiment pas pourquoi nous ne pourrions pas ouvrir des négociations sur le désarmement nucléaire, alors que tous les principaux États dotés de ces armes ont exprimé leur volonté de parvenir au désarmement nucléaire.

Je conçois que le désarmement nucléaire prenne du temps. Nous ne doutons pas que les difficultés seront nombreuses, mais nous devons ne serait-ce que commencer par quelque chose, prendre un engagement à la Conférence du désarmement, instance qui a été créée initialement dans le but spécifique de négocier le désarmement nucléaire et, à tout le moins, définir un mandat de négociation sur le désarmement nucléaire dans le cadre d'un programme de travail.

**M. van den IJssel** (Pays-Bas) (*parle en anglais*): Je vous prie de m'excuser de demander la parole aussi tardivement dans notre débat, mais cela me donne l'avantage d'avoir écouté très sérieusement et très attentivement l'ensemble des interventions, pour pouvoir réagir à certaines d'entre elles. Je serai très bref, car une grande partie des choses que j'avais à dire ont déjà été dites, et je voudrais éviter de répéter les remarques qui ont été faites lors de plusieurs débats. Je voudrais aborder trois points.

Premièrement, le programme de travail. Comme vous le savez, les Pays-Bas ont toujours été très souples sur la question du programme de travail. Nous avons appuyé le document CD/599. Nous avons appuyé le document CD/1864 et nous avons appuyé le document CD/1889. Nous sommes prêts à envisager toute version modifiée de ces documents. Si, en fin de compte et comme cela a été proposé, nous parvenons, moyennant une légère adaptation du texte du document CD/1864, CD/1889 ou CD/599, à un mode de fonctionnement qui convienne à chacun d'entre nous, nous l'appuierons sans aucune difficulté. Plus encore, peut-être, nous appuierons activement tous les efforts qui seront entrepris dans ce sens.

En revanche, ce que nous n'appuyons pas, ce sont les modifications qui sont susceptibles de nous éloigner de l'actuel consensus. Je crois que les efforts entrepris dans cette direction ne nous aideront pas.

Ma deuxième remarque concerne la nature de ce que nous faisons à la Conférence du désarmement. Nous ne sommes toujours pas convaincus de l'utilité qu'il y aurait à considérer le programme de travail comme une fin en soi. Un «programme de travail allégé», comme on l'a souvent qualifié, serait, de notre point de vue, inapproprié s'il n'offrait pas de réelles perspectives de négociations.

Enfin, et ce sera ma dernière remarque, de nombreuses délégations ont abordé la question de l'existence même de cette instance, et nous nous rangeons aux côtés de ceux qui soulignent son importance. C'est néanmoins précisément pour cette raison que nous devons être critiques sur son fonctionnement, particulièrement en raison de son importance. Le fait que le Règlement intérieur et les méthodes de travail actuels nous aient permis de faire des progrès il y a quinze ans ne signifie pas, en soi, que nous devons considérer que ce règlement intérieur et ces méthodes de travail sont sacro-saints, quinze ans de stagnation plus tard. Pour ma part, je trouve que ce problème n'est pas essentiel.

C'est pourquoi je souhaite que tous les membres de la Conférence fassent preuve d'ouverture, afin que nous puissions, ensemble, nous interroger sur les moyens de changer notre façon de travailler ou, devrais-je dire, de ne pas travailler.

Je tiens à souligner que l'idée n'est pas de détruire, mais de construire.

Madame la Présidente, il va sans dire que nous appuierons vos efforts avec énergie et que nous attendons avec impatience la suite de votre présidence.

**M. Khelif** (Algérie) (*parle en arabe*): Je voudrais, si vous me le permettez, apporter certaines précisions concernant la déclaration de l'Ambassadeur Jazaïry, qui était une déclaration générale et qui ne s'adressait à aucun État membre en particulier. L'Ambassadeur Jazaïry a déclaré qu'il incombait à tout gouvernement dans le monde de défendre les intérêts de ses citoyens; toutefois, nous croyons que cette sécurité ne peut se concevoir isolément et au détriment de la sécurité des autres pays. D'un autre côté, cette sécurité ne peut non plus se bâtir sur la base des armes de destruction massive. Telle est la position algérienne, et nous l'avons affirmée à maintes reprises. Nous croyons que toute démarche visant à l'adoption d'un programme de travail ou d'un instrument international doit prendre en compte le principe d'une sécurité non diminuée pour tous.

**La Présidente** (*parle en espagnol*): Je remercie l'Ambassadeur d'Algérie. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Cela ne semble pas être le cas.

Je voudrais faire quelques observations. L'Ambassadeur de Cuba nous a informés qu'il n'était pas en mesure de prendre la cinquième présidence de cette année, d'autres activités, qui ne peuvent malheureusement pas être décalées, exigeant sa présence.

L'Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée a également indiqué qu'il était prêt à échanger sa présidence avec Cuba. L'article 9 du Règlement intérieur de la Conférence dispose que «Lorsque la Conférence est en session, la présidence de la Conférence est assurée à tour de rôle par tous ses membres, chacun durant une période de quatre semaines de travail. Est adoptée la rotation qui a commencé en janvier 1979, selon l'ordre alphabétique anglais de la liste des membres.». Il n'y a pas de précédent en la matière. À la suite de mes consultations avec les coordonnateurs régionaux et de mes consultations bilatérales avec les ambassadeurs, il est apparu que la permutation des présidences de Cuba et de la République populaire démocratique de Corée ne soulevait aucune objection. J'aimerais savoir si nous pouvons prendre une décision concernant cette permutation.

*Il en est ainsi décidé.*

Nos travaux d'aujourd'hui sont terminés. La prochaine séance de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 9 juin 2011, à 10 heures. Je vous communiquerai le programme des semaines à venir, afin que toutes les délégations puissent se préparer. Nous ne savons pas encore si la séance sera plénière ou officieuse. Quoi qu'il en soit, nous tâcherons de faire en sorte qu'elle convienne à l'ensemble des membres de la Conférence du désarmement.

*La séance est levée à 12 h 55.*